

TIVOLY SA

266, route Portes de Tarentaise - 73 790 Tours-en-Savoie France - ✉ 73 206 Albertville Cedex - France
Tél. +33 (0)4 79 89 59 59 - Fax +33 (0)4 79 89 59 61 - e.mail : tivoly@tivoly.fr

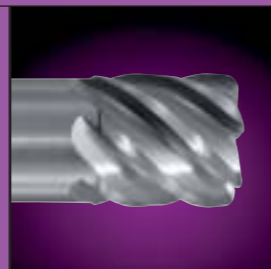


ColorPress Communication



TIVOLY SA

Sommaire



- Page 1 **Message du président**
- Page 2 **Organigramme au 31 décembre 2002**
- Page 3 **Présentation du groupe**
- Page 10 **Comptes consolidés**
Chiffres-clés
Rapport d'activité du groupe
Compte de résultat consolidé
Bilan consolidé
Variation des capitaux propres
Tableau de flux de trésorerie
Annexe aux comptes consolidés
Rapport général des commissaires aux comptes
- Page 33 **Comptes sociaux**
Rapport de gestion
Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices
Compte de résultat
Bilan
Tableau de flux de trésorerie
Annexe aux comptes sociaux
Rapport du conseil de surveillance
Rapport général des commissaires aux comptes
Projets de résolutions

**Pour plus d'informations sur Tivoly SA,
vous pouvez consulter :**

Notre site internet : www.tivoly.fr

ou par téléphone au 33 (0)4 79 89 59 59

Directeur financier : Hervé Bernaille

Responsable de la communication financière : Stéphanie Coux

e-mail : scoux@tivoly.fr

Message du président du conseil de surveillance



Tivoly a renforcé ses positions au cours de l'exercice 2002 et a poursuivi sa politique de désendettement.

Le résultat du groupe doit se mesurer à l'aune de provisions importantes et notamment d'un renforcement du taux de dépréciation sur stocks.

Ainsi pourra-t-on mieux apprécier les efforts de l'équipe dirigeante et de ses collaborateurs pour abaisser de façon sensible le point mort de l'entreprise.

Cet effort sera poursuivi en 2003 et demeure une préoccupation constante.

Un plan de réorganisation industrielle et commerciale mis en place dans les premières semaines de 2003 apportera une productivité accrue, dont les résultats seront mis en évidence en 2004.

Ces efforts sont déployés dans tous nos sites : en France, en Espagne, aux Etats-Unis ; ils doivent monter progressivement en puissance.

De nouveaux produits, issus de nos services marketing et innovation, sont présents sur tous nos marchés et sont reconnus et appréciés par nos clients.

Nous avons engagé les actions majeures de notre plan stratégique :

- rééquilibrage des priorités marché,
- clarification de l'offre,
- reconfiguration du système de production,
- unification de l'organisation du groupe.

Toutes ces actions se développent et se poursuivent.

Une organisation réactive, dynamique, capable de s'adapter rapidement à toutes les exigences du marché et aux incertitudes économiques se met en place.

Ainsi que l'exprime le président du directoire dans son rapport, une nouvelle page de notre histoire s'ouvre vers des développements futurs.

Enfin nous voulons souligner que nous sommes soucieux du cours de notre titre. Celui-ci n'est pas représentatif de la valeur de la société. Nous voulons intensifier l'effort d'information vers nos actionnaires et la communauté financière. Nous attendons de cette dernière qu'elle apprécie la qualité d'une entreprise et de ses équipes, qui savent démontrer leur efficacité dans un environnement économique défavorable.

Je serai votre interprète pour remercier le président, le directoire et son équipe multinationale, pour la qualité de la tâche accomplie et pour avoir su avec courage et détermination inculquer la culture du management par anticipation et la culture de risques.

Je les prie d'associer l'ensemble du personnel du groupe à ces remerciements et leur renouvelle toute notre confiance.

Jean-Michel Tivoly
Président du conseil de surveillance

Organigramme au 31 décembre 2002

Présentation du groupe

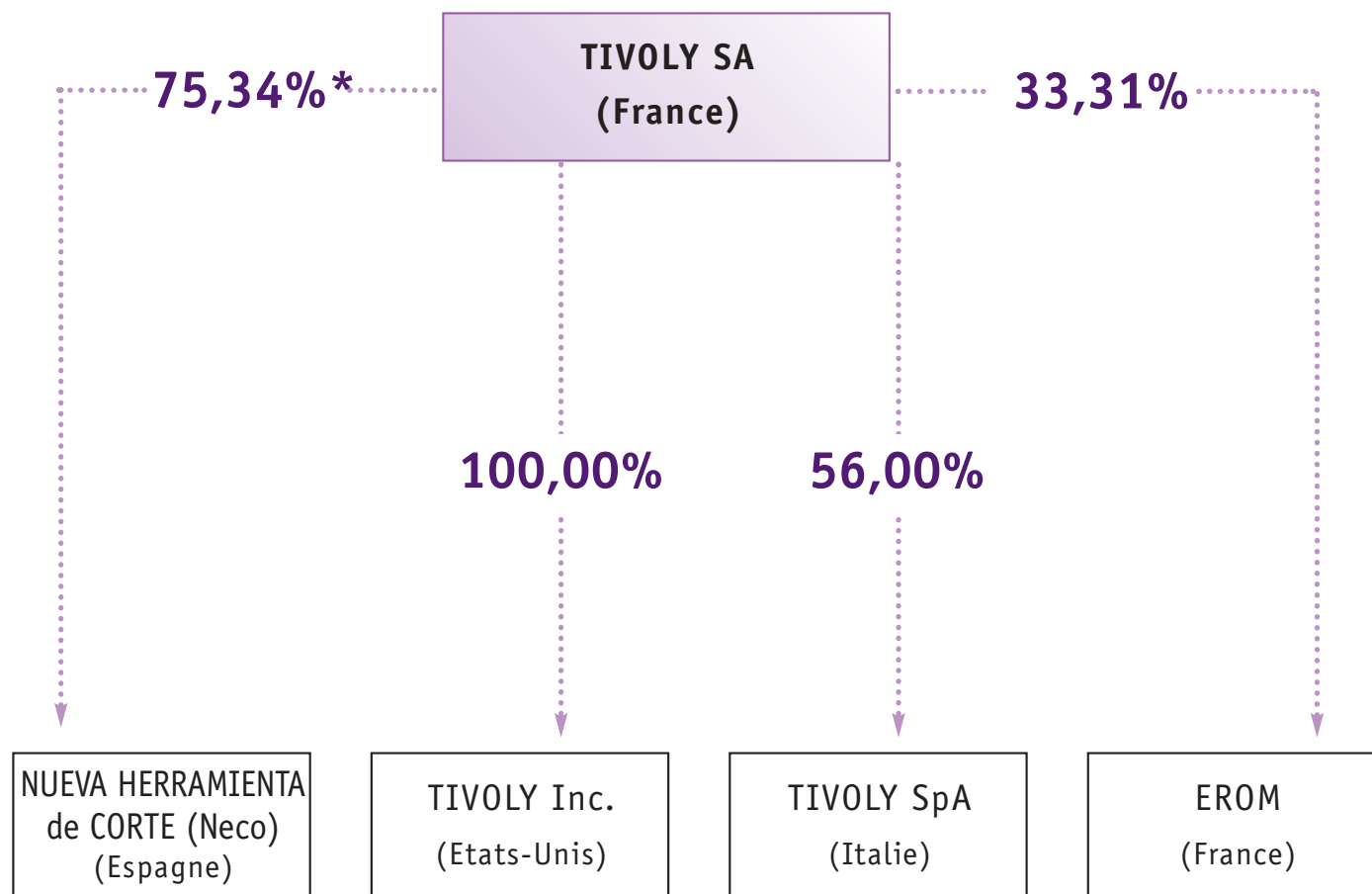
TIVOLY SA

TIVOLY INC.

NECO

TIVOLY SpA

EROM



* La participation est soit directe (46,70%), soit indirecte (28,64%), via deux holdings :
 - COMPANIA FILIAL DE ERMUA -"CFE"- (filiale à 100% de Tivoly SA)
 - BASWITZ TECNOLOGIA (filiale à 66,67% de CFE et à 33,33% de Tivoly SA).

Lexique



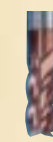
Foret ou mèche :

Outil de perçage qui permet d'obtenir un cylindre intérieur de révolution dans tous matériaux (acier, métaux, bois, béton, verre...).



Taraut :

Outil à main ou pour machine servant à effectuer des filetages à l'intérieur de trous destinés à recevoir des vis.



Fraise :

Outil rotatif de coupe comportant des arêtes tranchantes permettant d'usiner des matériaux métalliques pour obtenir des surfaces ou des formes géométriques complexes.



Alésoir :

Outil qui permet de calibrer précisément les trous percés par le foret.



Filière :

Outil à main servant à effectuer des filetages extérieurs.



Embout de vissage :

Outil s'adaptant sur une perceuse-visseuse ou sur un manche à main, en remplacement du tournevis à manche traditionnel.



Acier rapide (HSS) :

acier dont les caractéristiques métallurgiques et mécaniques permettent de réaliser des usinages dans de nombreux matériaux.



Carbure :

Alliage métallique (combinaison du carbone avec un autre corps simple (carbure de tungstène)) extrêmement dur permettant de travailler plus vite dans de grandes variétés de matériaux.

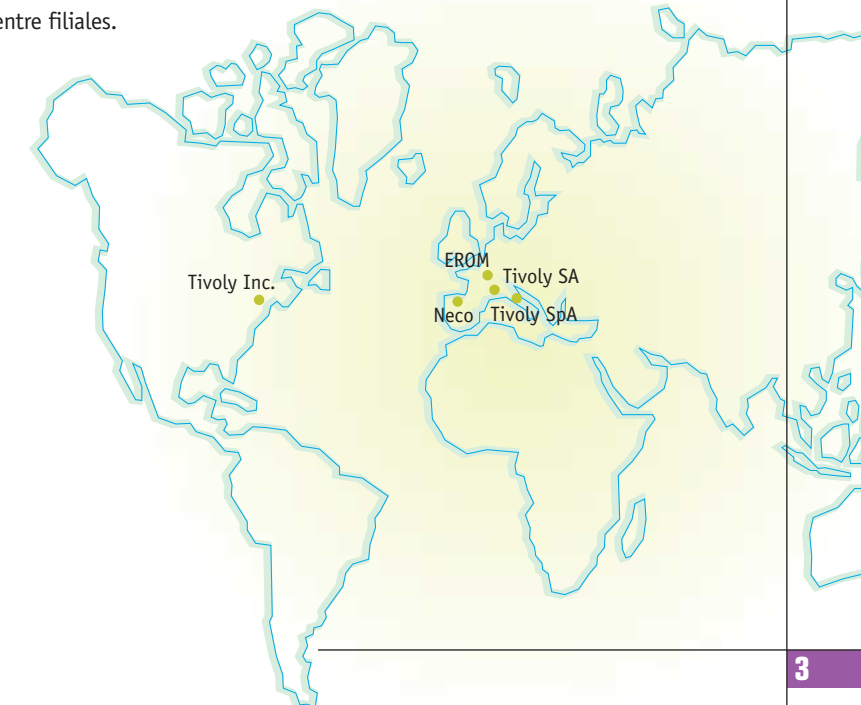
LE GROUPE TIVOLY

L'entreprise, créée en 1917, a pour vocation la conception, la fabrication et la commercialisation de gammes d'outils coupants en acier rapide et en carbure monobloc pour les marchés industriels et professionnels.

A partir des années 1980, Tivoly SA :

- a diversifié son activité en acquérant des sociétés françaises lui permettant soit d'élargir sa gamme d'outils, soit de conquérir des parts de marché par croissance externe (sociétés Bavoillot, Cogefom, Deltal, Perfor).
- s'est déployée à l'international :
 - tout d'abord en Italie en 1987 avec la création de Tivoly SpA, société de distribution d'outils coupants détenue à 56%.
 - puis aux Etats-Unis en 1988 avec la création de Tivoly Inc., détenue à 100%.
 - enfin en Espagne avec l'acquisition en 1990 de la société Ardatz. Cette société a été l'opérateur principal du regroupement de trois entreprises pour constituer Neco en 1995 (cette société est née des apports des actifs des sociétés Ardatz, Laborde et Castillo).

Le groupe est aujourd'hui piloté par un "comité stratégique groupe" au sein duquel chaque filiale est représentée par son responsable. Les principales fonctions de l'entreprise : recherche et développement, production, achats, ventes, finances, sont gérées au niveau du groupe, favorisant les synergies entre filiales.



Contrôle qualité

Malette VTX

CAO

Nouveau concept Blister

Malette Tivoly Perçage/vissage

Chargeur machine



La recherche et le développement

La technologie de l'usinage par enlèvement de matière est entrée dans une ère nouvelle :

- Nouveaux moyens de production : machines outils de nouvelle génération (puissantes, rigides, performantes,...) mais à coût horaire élevé,
- Nouvelles générations de matériaux usinés aux caractéristiques métallurgiques et mécaniques très élevées, donc très délicats à usiner,
- Utilisation de nouveaux outils informatiques (logiciels de simulation numérique, d'aide à la décision...)
- Nouveaux procédés d'usinage (usinage à sec ou par micro ou nano pulvérisation, usinage à grande vitesse...).

En parallèle, les entreprises utilisatrices d'outils coupants sous-traitent la plupart des fonctions entrant dans l'industrialisation des produits.

Pour satisfaire cette demande, la plateforme d'expérimentation de Tivoly SA, le CRAOC (Centre de Recherche Appliquée à l'Outil Coupant), propose à ses clients "le concept global sur une fonction élargie". Ce concept se traduit par l'intégration de l'usinage dans une amélioration continue. Pour cela, le CRAOC a développé et mis en œuvre des outils méthodologiques de conception, d'expérimentation et d'analyse extrêmement pertinents.

Le CRAOC, est une référence en Europe, notamment dans les industries de l'automobile et de l'aéronautique.

En interne, dans le cadre du plan marketing et des nouvelles organisations mises en place, il participe à la création et l'optimisation de nouveaux produits et réalise de nombreux tests d'expérimentation sur les produits.

La fabrication

2002 a été marquée par la poursuite avec succès de l'industrialisation de la gamme des fraises carbure sur le site de Saint Etienne, autour d'une organisation dédiée aux clients industriels.

La commercialisation

Le groupe commercialise ses produits sur deux marchés aux logiques assez différentes : le marché mécanique/production (ou industriel), et le marché professionnel.

Les produits fabriqués chez Tivoly Inc. sont pour l'essentiel destinés au marché industriel de même que ceux distribués par Tivoly SpA ; les produits fabriqués chez Tivoly SA et chez Neco sont destinés aux deux marchés.

Pour répondre efficacement à la demande des clients internationaux, Tivoly SA et Neco ont mis leurs forces de vente en commun à l'export, et les marques des deux sociétés sont développées en complète coordination.

La marque Tivoly s'adresse au marché professionnel et est distribuée par les grandes surfaces du bricolage, les quincailleries et les distributeurs de fournitures industrielles.

La marque Castillo est essentiellement vendue par les distributeurs de fournitures industrielles, pour leurs clients professionnels.

Les marques Perfor et Ardatz s'adressent au marché mécanique/production et sont distribuées par les négociants techniques ou vendues en direct.

Sous la marque Precy sont vendus, via les grandes surfaces du bricolage, les produits répondant à un positionnement prix bas, sans pour autant négliger la qualité produit.

Enfin, sur chacun des marchés, le groupe répond aux attentes de ses clients par des marques de distributeurs (MDD, OEM).

La Pierra Menta

Tivoly SA est l'un des partenaires principaux de la plus prestigieuse compétition de ski alpinisme du monde et ce depuis 1988. Avec 10 000 mètres de dénivellée positive, plus de 15 sommets du massif du Beaufortain entre 2 000 et 2 700 mètres d'altitude franchis, et 173 équipes au départ, la Pierra Menta représente des valeurs chères aux hommes et aux femmes de Tivoly : performance, endurance, entraide, et respect de l'environnement.



TIVOLY SA

STRUCTURE JURIDIQUE

Tivoly SA est à la fois la société mère, au niveau de laquelle le groupe est consolidé, et une société opérationnelle.

Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance

Au capital de 4 406 528 euros.

Cotée au second marché en France (code Euroclear = 6094), et cotée à la Bourse de Stuttgart.

Siège social : 266, route Portes de Tarentaise, 73 790 Tours en Savoie.

RCS Albertville 076 120 021-Code NAF 286D

Conseil de surveillance :

Jean-Michel TIVOLY, président

Société 2RB.I, représentée par Robert BIANCO,

vice-président

Philibert BRAILLON

Maurice OPINEL

Marie-Thérèse TIVOLY

Directoire :

Noël TALAGRAND, président

Hervé BERNAILLE, vice-président

Jean-François TIVOLY

Marc TIVOLY

Ignacio ESNAOLA

Commissaires aux comptes :

SA AVVENS SOGEC-VEILLEROT, représentée par Laurent FORTSMANN

Bernard AGRET

Composition du capital social au 31 décembre 2002

Holding Tivoly et famille Tivoly	52,61%
Société 2RB.I	13,84%
Public	33,55%

ACTIVITÉ

La fabrication

Tivoly SA possède trois sites de production en France :

- **Usine du Nant Varin près d'Albertville** qui fabrique des forets hélicoïdaux en acier rapide.
- **Usine de Saint-Etienne**, qui a pour vocation de fabriquer une grande partie des produits à forte valeur ajoutée destinés au marché industriel : fraises en acier rapide, fraises et forets en carbure monobloc, et qui possède des machines de dernière génération.
- **Usine de Bar sur Aube**, qui fabrique des forets cylindriques et coniques en acier rapide, et dont la production sera transférée sur les deux autres sites en 2003.

Ces sites produisent des articles standards (sur catalogue) et répondent également à des commandes spéciales, à la demande du client.

A travers la certification globale de Tivoly SA, ils sont certifiés ISO 9001 version 2000.

Avec pour objectif la diminution des stocks et l'amélioration de la productivité, une cellule de l'usine du Nant Varin a été pilote sur un programme de « production au plus juste ». Basé sur une démarche rigoureuse et une organisation très participative, ce programme a porté sur 3 plans : la diminution des temps de réglage, la diminution du temps de traversée atelier des produits, la redéfinition des priorités de l'équipe d'encadrement.

Les objectifs ayant été atteints, cette démarche devra être pérennisée et étendue à l'ensemble du site puis des usines.

La logistique

La logistique est devenue une des fonctions majeures du secteur d'activité de Tivoly SA : le service au client, en termes de délais de livraison notamment, est déterminant, sur le marché industriel comme sur le marché professionnel.

Tivoly SA possède à Albertville un site logistique moderne et performant, sur lequel sont réalisés :

- l'approvisionnement.
- le stockage.
- le marquage et le conditionnement des articles, en personnalisant le plus tard possible les produits en fonction des demandes des clients.
- la préparation et l'expédition des commandes.

Cette plate-forme logistique assure des taux de service parmi les plus performants du marché (près de 99% tous marchés confondus).



Catalogue électronique

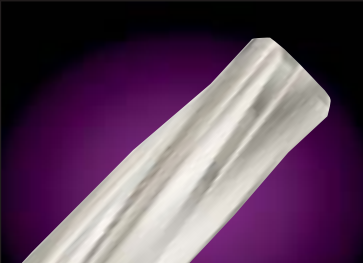
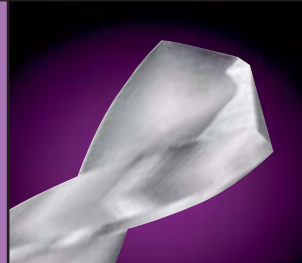
Gator Grip

Documentation Tivoly Industrie

Vector LX

Linéaire en GSB

Taraud, filières et alésoirs



TIVOLY SA

La commercialisation

Tivoly SA distribue ses produits sur deux marchés :

• Mécanique / production :

Tivoly SA propose une gamme complète d'outils coupants en acier rapide et carbure monobloc auprès des négociants techniques, des utilisateurs industriels, des confrères et des fabricants de machines outils.

En parallèle, Tivoly SA met à la disposition des grands comptes industriels une organisation spécifique et leur propose non seulement des outils, mais aussi des solutions globales pour optimiser les coûts et les temps d'usinage, une qualité produits maximale et une assistance technique qui s'appuie tout spécialement sur le CRAOC (cf page 4).

En 2002, le segment mécanique/production a bénéficié de l'industrialisation des fraises carbure sur un parc machine de dernière génération, avec une qualité de produits remarquable et des ventes en développement.

Il s'est également doté d'un catalogue électronique, mettant ainsi à la disposition de ses clients une base de données complète, enrichie d'un système de recherche ergonomique multicritère innovant et d'un outil d'aide à la commande.

• Professionnel :

Tivoly SA propose des gammes complètes et qualitatives d'outils coupants et d'accessoires destinés aux professionnels clients des distributeurs industriels (fourniture industrielle, maintenance, bâtiment).

Pour répondre encore mieux aux attentes de ces derniers, elle a poursuivi en 2002 le développement de sa gamme d'outils coupants vendus en libre service chez les distributeurs et a lancé sur le marché la mallette VTX, un mini stock transportable de 222 outils de perçage, ainsi que de nouveaux coffrets Gunox et Hélinox qui combinent le foret et le taraud correspondant.

D'autre part, elle poursuit l'enrichissement et la modernisation de sa documentation pour faciliter le choix des utilisateurs.

- Tivoly SA commercialise l'ensemble des outils de perçage, de vissage et d'accessoires répondant aux besoins spécifiques des consommateurs clients des distributeurs (grandes surfaces du bricolage, quincailleries).

Avec des produits adaptés aux attentes du marché, et à l'activité du bricolage en développement, Tivoly SA est de loin le leader du marché français sur ce segment.

En 2002, Tivoly SA a élargi sa gamme embouts de vissage et refondu son packaging, proposant un emballage plus adapté à la taille de l'outil et une meilleure rentabilité au linéaire.

Elle a également renouvelé sa gamme perçage sous étuis, apportant un conditionnement international, basé sur un principe de pictogrammes.

Sous la marque Precy, elle a commercialisé de nouvelles malettes très appréciées par l'utilisateur final, répondant ainsi à une demande de composition perçage vissage et accessoires très complète, à qualité et prix très compétitifs.

Enfin, elle a mis sur le marché fin 2002, un kit de douille universelle, le Gator Grip, en complément de la gamme existante, et qui s'annonce être un succès commercial.

Fort de sa grande expérience dans le domaine de la distribution, Tivoly SA propose également des solutions merchandising sur mesure, une publicité sur lieu de ventes pour une présence plus dynamique en magasin, ainsi qu'un renouvellement fréquent des packaging produits.

La qualité

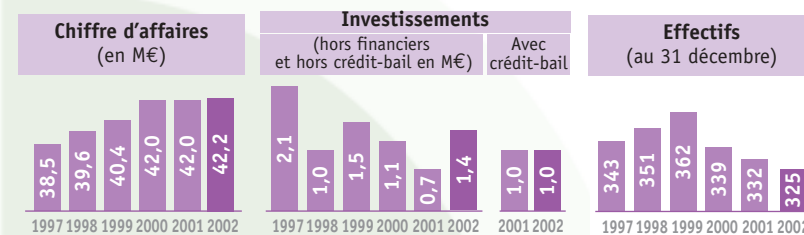
En 2002, Tivoly SA a poursuivi sa démarche d'amélioration continue basée sur la satisfaction du client, l'adhésion du personnel et la confiance des actionnaires et des financiers.

Dans cette logique, elle a obtenu à la fin du premier trimestre 2002 la certification globale de ses activités, selon la norme ISO 9001 version 2000.

Cette certification a été renouvelée en mars 2003.

Fidèle à sa politique qualité, Tivoly SA développe des outils toujours plus performants pour optimiser le système de management de la qualité.

CHIFFRES CLÉS



TIVOLY INC.

STRUCTURE JURIDIQUE

Dénomination sociale : TIVOLY INC.

Société anonyme de droit américain incorporée dans l'état du Delaware.

Capital social : 3 000 000 USD.

Siège social : 434 Baxter Avenue, Derby Line, Vermont 05830, Etats-Unis.

Conseil d'Administration :

Jean-Michel TIVOLY, Chairman,
Noël TALAGRAND, President,
Marc TIVOLY.

Commissaires aux comptes :

GALLAGHER, FLYNN & Co., LLP de Burlington, Vermont.

Directeur Général :

Marc TIVOLY (Acting CEO).

Composition du capital social :

Tivoly SA détient 100% du capital social.



ACTIVITÉ

Tivoly Inc., installée dans le Vermont, est l'un des principaux fabricants de tarauds HSS (acier rapide) en Amérique du Nord. La société fabrique également des tarauds carbure et des alésoirs. Tous ces produits sont destinés au marché industriel.

Par un investissement soutenu, déployé au cours des dix dernières années, l'entreprise a modernisé son outil de production pour figurer parmi les leaders tant sur le plan de la technologie que sur celui de la qualité de ses produits. Le développement récent d'une gamme de tarauds en carbure monobloc destinée à l'usinage à haut rendement de certains alliages abrasifs utilisés par l'industrie automobile, illustre le résultat de cette politique.

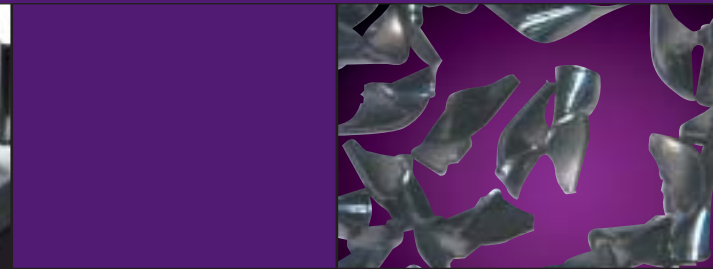
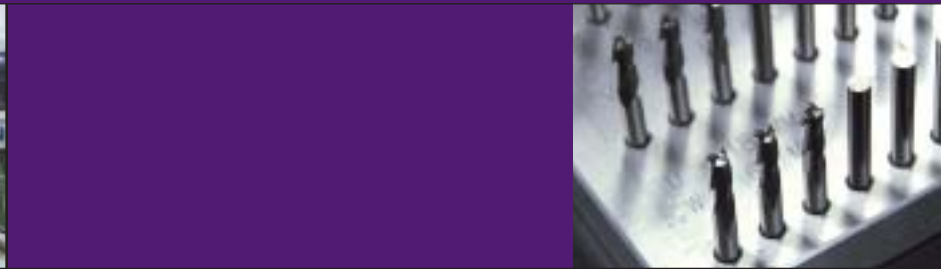
La stratégie commerciale de l'entreprise consiste à offrir à ses clients des solutions "OEM" intégrées, de la définition de l'offre produit jusqu'à la distribution. Grâce à cette démarche, Tivoly Inc. est devenue le fournisseur privilégié de ses confrères américains et étrangers implantés aux USA, et détient ainsi une part significative du marché des marques propres pour ses produits.

Tivoly Inc. maintient la double certification internationale ISO 9001 version 2000 (contrôle du système qualité) et ISO 14001 : 1996 (contrôle du système environnemental), ainsi que des certifications client spécifiques telles que FORD Q-1 et Caterpillar "Fournisseur Certifié".

CHIFFRES CLÉS



Machine à commande numérique



NECO

STRUCTURE JURIDIQUE

Dénomination sociale : Société Nueva Herramienta De Corte, SA (NECO)

Société anonyme de droit espagnol.
Capital social : 9 255 400 euros
Siège social : Elorrio (Vizcaya-Espagne).

Conseil d'Administration :

Jean-Michel TIVOLY, président
Noël TALAGRAND
José Manuel GONZALEZ
Ignacio ESNAOLA
Carlos ALDASORO
EZTEN, Fondo de Capital de Riesgo del Pais Vasco SA, représenté par Alvaro ALDAMIZ-ECHEVARRIA
Javier DE MIGUEL

Commissaires aux comptes :

ERNST & YOUNG représenté par Eduardo DIEZ SANTAMARIA.

Directeur Général:

Ignacio ESNAOLA

Composition du capital social au 31 décembre 2002 :

Tivoly SA	75,34%
Ezten	23,99%
Autres minoritaires	0,67%

ACTIVITÉ

Neco est le premier fabricant d'outils coupants en Espagne ; elle propose une gamme complète d'outils coupants : tarauds, forets, peignes, molettes, alésoirs et tous outils spéciaux à la demande. Neco a réalisé, en 2002, 40% de son chiffre d'affaires à l'export.

L'organisation interne de Neco en divisions orientées vers chacun des marchés de la société a permis d'alléger la structure hiérarchique et d'impliquer toujours plus le personnel dans la prise de décisions pour mieux répondre aux attentes des clients.

Cette nouvelle organisation s'appuie sur une réflexion qui a défini la ligne stratégique de Neco, sa mission, ses facteurs clé de succès, ses objectifs à 5 ans ainsi que le plan d'action 2003.

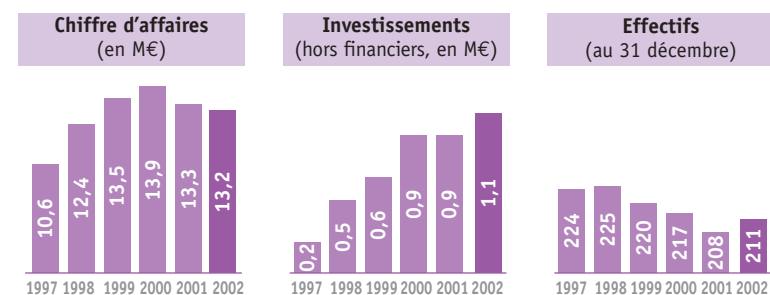
Neco est certifiée ISO 9002 depuis 1997 et est entrée en 2002 dans une démarche qualité qui devrait prochainement aboutir à la certification ISO 9001 version 2000 (certification globale de l'entreprise).

Neco a également réalisé un diagnostic environnemental et a planifié les actions correctives qui en découlent.

Dans le domaine de l'innovation, l'unité de recherche et développement de Neco travaille actuellement sur 3 projets technologiques en partenariat avec d'autres sociétés et sur 8 projets en interne.



CHIFFRES CLÉS



TIVOLY SpA

STRUCTURE JURIDIQUE

Dénomination sociale : TIVOLY SpA

Société par actions de droit italien.
Capital social : 413 120 euros.
Siège social : Viale della navigazione interna,70 35129 Padova.

Conseil d'Administration :

Noël TALAGRAND, président,
Hervé Bernaille
Michele PIRONTI - Michela PIRONTI
Jean François TIVOLY



Commissaires aux comptes :

Federico MEO - Oreste CELENTANO
Lorenzo FIOROTTO

Directeur Général:

Michele PIRONTI

Composition du capital social au 31 décembre 2002 :

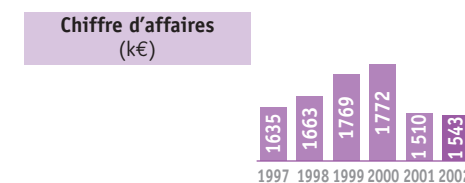
Les sociétés Tivoly SA et ITT SpA détiennent respectivement 56% et 44% du capital social de Tivoly SpA.

ACTIVITÉ

Tivoly SpA est une société de distribution. Elle vend l'ensemble de la gamme des produits Tivoly en Italie.

En ligne avec la stratégie du groupe, elle développe de plus en plus une offre de services et de conseil.

CHIFFRES CLÉS



EROM

STRUCTURE JURIDIQUE

Dénomination sociale : Etudes Réalisations Outillages Mécaniques (EROM)

Dénomination sociale : Etudes Réalisations Outillages Mécaniques (EROM)
Société anonyme au capital social de 99 092 euros.
Intégration proportionnelle depuis le 1er Janvier 2000.
Siège social : BP7, Route de Mandray, 88 650 Saint Léonard

Composition du capital social au 31 décembre 2002 :

Tivoly SA	33,3%
FOC	33,3%
SIFO	33,3%

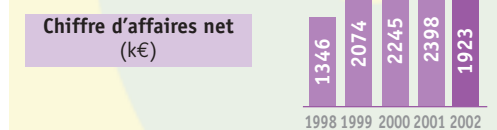
ACTIVITÉ

Les moyens de production évoluent très vite vers la flexibilité et l'autonomie des machines outils. La maîtrise des procédés d'usinage est donc nécessaire, car un outil mal choisi, un copeau mal maîtrisé, peuvent réduire l'efficacité des systèmes de production les plus modernes.

L'automobile dans sa démarche de recherche de partenariat demande de fournir en amont (dès la conception) des solutions globales d'usinage intégrant le fournisseur d'outils coupants ainsi que l'environnement (machines outils, attachements...) avec obligation de résultats, sachant qu'il n'y aura plus de possibilité de réaliser des essais lors de l'industrialisation.

C'est dans ce contexte que Tivoly SA a pris l'initiative de créer EROM (Etudes Réalisation Outillages Mécaniques), avec des sociétés partenaires. Cette entité s'appuie sur le CRAOC (Centre de Recherche Appliqué à l'Outil Coupant) qui dispose de moyens lourds d'essais et de mesures de dernière génération, ainsi que de compétences techniques hautement qualifiées.

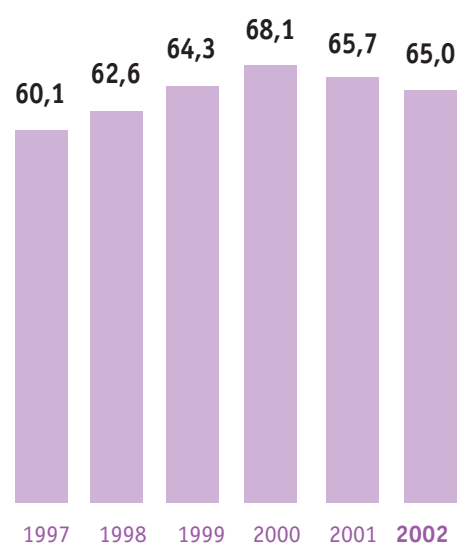
CHIFFRES CLÉS



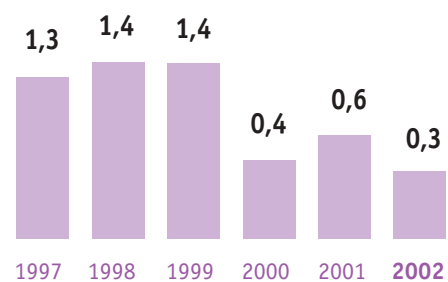
Chiffres clés

CHIFFRE D'AFFAIRES
(en M€)

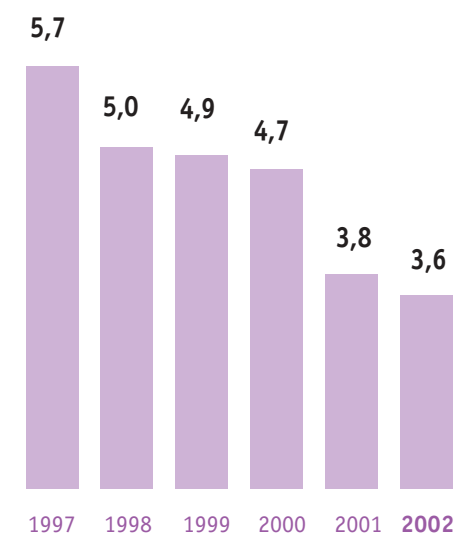
65,0

**RÉSULTAT NET**
(en M€)

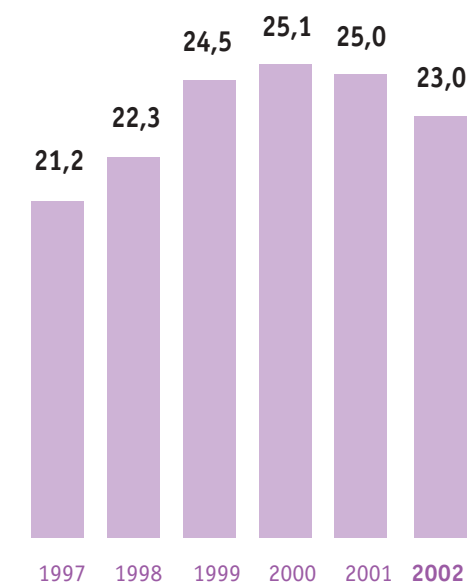
0,3

**CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT**
(en M€)

3,6

**SITUATION NETTE**
(en M€)

23,0

**DETTES FINANCIÈRES**

	M€
1997	21,0
1998	20,4
1999	20,5
2000	22,2
2001	16,9
2002	15,9

INVESTISSEMENTS

(hors investissements financiers)

	M€
1997	3,6
1998	2,8
1999	3,3
2000	2,9
2001	2,5
2002	3,5

EFFECTIFS**L'ACTION TIVOLY SA**

Cours le plus haut	15,80 €
Cours le plus bas	10,35 €
Nombres de titres échangés	16 919
Capitaux traités	215 890 €
Volume moyen par jour	66
Capitaux traités en moyenne/jour	847 €
Cours au 31 décembre 2002	11,51 €

Rapport d'activité du groupe

Etabli par le directoire et présenté
à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 11 juin 2003

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité du groupe durant l'exercice clos le 31 décembre 2002.

Nous vous donnerons toute précision et tout renseignement complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur, qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

1- Evénements et faits marquants

L'exercice 2002 a été marqué par :

- Une mauvaise conjoncture sur les marchés de l'outil coupant, tout particulièrement aux Etats Unis, mais le groupe a maintenu ses parts de marché, sur chaque segment de clientèle et sur les différentes zones géographiques où il opère.
- Outre les effets de cette mauvaise conjoncture, la société Tivoly Inc. a dû enregistrer une provision de 515 milliers de dollars US avant impôt pour couvrir l'écart entre les engagements de retraite et la valeur des actifs versés dans un fonds de pension à prestations définies, ainsi qu'une provision pour terminer la réhabilitation d'un ancien site de production à hauteur de 160 milliers de dollars US.
- L'effet de ces provisions s'élève à -703 milliers d'euros avant impôt, soit à -422 milliers d'euros après impôt.
- La poursuite de la réduction des stocks, chez Tivoly SA (-1,7 million d'euros), chez Tivoly Inc. (-0,7 million d'euros) et chez Neco (-0,2 million d'euros), soit une diminution pour le groupe de 2,6 millions d'euros (-12,3%). Elle a contribué à une réduction de l'endettement (-1,0 million

d'euros, soit -6,0%), mais a pesé sur le résultat comptable. Sur l'ensemble des deux années 2001 et 2002, les stocks du groupe ont été réduits de 6,94 millions d'euros, soit de 27,3%.

La poursuite de la maîtrise des charges dans chaque société du groupe a permis d'atténuer l'effet de ces éléments.

- L'acquisition par Tivoly SA de 153 950 titres de Neco supplémentaires, portant sa participation -directe et indirecte- de 65,34% à 75,34% ; le pourcentage d'intérêt du groupe dans Neco est affecté de la même manière.
- L'acquisition par Tivoly SA de 541 titres EROM supplémentaires, portant sa participation de 24,98% à 33,31%.
- La levée par anticipation de l'option sur le contrat de crédit-bail concernant l'usine de Saint Etienne ; les frais liés à cette opération s'élèvent à 43 milliers d'euros ; à cette charge s'ajoute sur les comptes consolidés un impact négatif purement comptable de 15 milliers d'euros avant impôt provenant de la différence de valeur du bien entre les comptes sociaux et les comptes consolidés.

2- Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les principes comptables et méthodes d'évaluation sont restés identiques d'un exercice à l'autre à l'exception des points suivants :

- Les stocks détenus par Tivoly Inc. et relatifs à des achats de marchandises auprès de Tivoly SA ont fait l'objet pour la première fois en 2002 d'un retraitement de la marge dont l'incidence est négative de 29 milliers d'euros avant impôt.

- Les taux de provision sur stocks ont été accrus pour Tivoly SA et pour une filiale espagnole, par suite de l'accélération du renouvellement des gammes ; ils ont été maintenus pour les autres sociétés.
- L'impact de cette mesure s'élève à 611 milliers d'euros avant impôt sur les comptes consolidés.

3- Activité de l'exercice

Le chiffre d'affaires consolidé est en recul de 1,1% : il s'établit à 65,0 millions d'euros en 2002 contre 65,7 millions d'euros en 2001. A périmètre de consolidation et taux de change constants, sa diminution aurait été de 4,0%.

Compte de résultat synthétique

	2002		2001	
	En M€	En % du CA	En M€	En % du CA
Chiffre d'affaires	65,0	100%	65,7	100%
Excédent brut d'exploitation	4,7	7,2%	5,1	7,8%
Résultat d'exploitation	1,5	2,3%	2,2	3,3%
Résultat courant avant impôt	-0,1	-0,2%	0,8	1,2%
Résultat net consolidé	0,3	0,5%	0,6	0,9%
Résultat net, part du groupe	0,1	0,2%	0,4	0,6%
Résultat net, part des minoritaires	0,2	0,3%	0,2	0,3%
Capacité d'autofinancement	3,6	5,5%	3,8	5,8%
Investissements*	3,5		2,5	

* hors investissements financiers

L'excédent brut d'exploitation diminue de 5,1 millions d'euros en 2001 à 4,7 millions d'euros en 2002.

Cette diminution provient de la filiale Tivoly Inc. dont l'excédent brut d'exploitation a diminué de 0,6 millions d'euros en 2002 par rapport à 2001. Le résultat net consolidé s'élève à 0,3 million d'euros, après un amortissement des écarts d'acquisition de 0,1 million d'euros ; la part du groupe s'établit à 0,1 million d'euros.

• Répartition des ventes

Ventes	2002 En M€	En %	2001 En M€	En %
France	31,9	49%	32,2	49%
Hors France	33,1	51%	33,5	51%
Total	65,0	100%	65,7	100%

• Activité des sociétés du groupe

- TIVOLY SA

Le chiffre d'affaires de Tivoly SA, avant élimination des opérations intra-groupe, s'est élevé à 42,2 millions d'euros contre 42,0 millions d'euros en 2001.

Le résultat net s'établit à 1,0 million d'euros, contre 0,7 million d'euros en 2001.

- NECO

Le chiffre d'affaires de Neco, avant élimination des opérations intra-groupe, s'est élevé à 13,2 millions d'euros, contre 13,3 millions d'euros en 2001. Par contre, si on tient compte des seules ventes à l'extérieur du groupe, le chiffre d'affaires de Neco est en progression de 0,9% en 2002.

Le résultat net s'établit à 0,7 million d'euros contre 0,6 million d'euros en 2001.

Neco a ainsi vu depuis sa création en 1995 son chiffre d'affaires hors groupe et son résultat net progresser chaque année, confortant ainsi sa place de leader sur son marché en Espagne.

- TIVOLY INC.

Le chiffre d'affaires de Tivoly Inc., avant élimination des opérations intra-groupe, s'est élevé à 11,6 millions d'euros (soit 10,9 millions d'USD), en diminution de 3,5% exprimé en USD, ou de 7,2% exprimé en euros, par rapport à celui réalisé en 2001 (12,5 millions d'euros, soit 11,3 millions d'USD).

Le résultat net est de -1 million d'euros, contre -0,2 million d'euros en 2001.

Cette perte résulte d'une part, de la diminution du chiffre d'affaires, et d'autre part, de la dotation aux provisions à caractère inhabituel à hauteur de 703 milliers d'euros avant impôt.

- TIVOLY SpA

Le chiffre d'affaires de l'année 2002 s'est élevé à 1,5 million d'euros, identique à celui de 2001.

Le résultat net de l'exercice 2002 est légèrement négatif, à -0,01 million d'euros, contre +0,02 million d'euros en 2001.

- EROM

Le chiffre d'affaires de l'année 2002 s'est élevé à 1,9 million d'euros contre 2,4 millions d'euros en 2001.

Le résultat net de l'exercice 2002 est légèrement positif (0,02 million d'euros et 0,01 million d'euros en 2001).

4- Structure financière

La situation nette consolidée s'établit à 23,0 millions d'euros, à comparer à 25,0 millions d'euros en 2001. La part du groupe est portée de 21,0 millions d'euros au 31 décembre 2001, à 20,0 millions d'euros en 2002.

La diminution de la part du groupe de la situation nette consolidée à hauteur de 1 million d'euros est liée principalement à la forte diminution de l'écart de conversion, résultat de la baisse du dollar entre le 31 décembre 2001 et le 31 décembre 2002 (-17%).

La diminution des intérêts minoritaires, à hauteur d'environ 1 million d'euros s'explique par le rachat par le groupe de 10% des actions de Neco en 2002.

Le montant des investissements corporels et incorporels de l'exercice s'élève à 3,5 millions d'euros contre 2,5 millions d'euros en 2001.

Les investissements financiers sont constitués uniquement de l'achat de 10% des actions Neco par Tivoly SA, pour un montant de 1,06 million d'euros.

Au 31 décembre 2002, le montant des dettes financières du groupe (crédit-bail et location financière inclus) est de 15,9 millions d'euros, à comparer à 16,9 millions d'euros l'année précédente.

Le montant des disponibilités et autres valeurs mobilières s'élève à 1,7 million d'euros, à comparer à 1,8 million d'euros l'année précédente.

5- Effectifs

Au 31 décembre	Tivoly SA	Tivoly Inc.	Neco	Tivoly SpA	EROM	Total
Effectif total en 1999	362	159	220	7	Non consolidé	748
Effectif total en 2000	339	162	215	7	2	725
Effectif total en 2001	332	141	208	7	2	690
Effectif total en 2002	325	144	211	7	2	689
Variation entre 2002 et 2001	-7	+3	+3	0	0	-1

6- Perspectives

L'activité estimée sur les trois premiers mois de l'exercice 2003 est marquée par une conjoncture médiocre. Elle se traduit par une progression du chiffre d'affaires aux Etats Unis et par une baisse en Europe, conduisant au total à une hausse du chiffre d'affaires consolidé d'environ 1,2 % par rapport à la même période de l'année 2002.

Si la conjoncture ne s'améliore pas, le chiffre d'affaires consolidé prévu pour 2003 devrait se maintenir au niveau de celui de 2002.

Les principaux chantiers du groupe sont les suivants :

- Poursuite de la diminution des stocks : après une diminution des stocks de produits finis importante en 2001 et en 2002, l'objectif au cours de l'année est une baisse supplémentaire de 0,6 million d'euros des stocks bruts du groupe.

- En France, une nouvelle organisation des réseaux commerciaux, et la mise en place d'une structure plus réactive en termes de conception de nouveaux produits et de délai de fabrication en usine devraient permettre de gagner des parts de marché en Europe, tandis que le regroupement de la production de l'usine de Bar sur Aube et l'accélération des programmes

d'investissements permettront un accroissement de compétitivité. Cette restructuration industrielle et commerciale pèsera sur l'exercice 2003, tandis que le plein effet des mesures engagées ne jouera qu'à partir de l'exercice 2004.

- En Espagne, le niveau élevé d'investissements sera poursuivi pour conforter la bonne rentabilité de cette filiale et sa position de leader en Espagne.

- Aux Etats Unis, un plan de réorganisation industrielle a été initié en 2002. Il est réalisé à 30% et vise d'ici un an à diminuer les coûts de production de 20% tout en améliorant la réactivité de l'entreprise ; un retour à l'équilibre de Tivoly Inc. est attendu en 2003.

L'objectif de l'année 2003 est d'achever l'optimisation de l'outil de production à l'échelle européenne, d'optimiser les réseaux de commercialisation et les processus d'innovation et de recherche et développement, tout en préservant les grands équilibres financiers de l'entreprise. Celle-ci est maintenant en position de bénéficiaire à plein de la prochaine reprise économique et de mener une politique active d'expansion et de développement.

Fait à Tours en Savoie, le 19 mars 2003.
Le directoire

Compte de résultat consolidé

Comptes consolidés

	31/12/02 En milliers d'euros	31/12/01 En milliers d'euros
Chiffre d'affaires net	64 972	65 682
Variation stocks produits finis	(1 517)	(4 674)
Production immobilisée	164	85
Autres produits d'exploitation	35	110
Produits d'exploitation	63 654	61 203
Achats	(19 272)	(17 749)
Variation de stocks	(594)	124
Autres charges externes	(13 564)	(12 815)
Transferts de consommations	42	105
Valeur ajoutée	30 266	30 868
Impôts et taxes	(1 157)	(1 175)
Charges de personnel	(24 653)	(24 724)
Subventions d'exploitation	35	75
Transferts de charges / Personnel	210	80
Excédent Brut d'Exploitation	4 701	5124
Dotation aux amortissements	(2 764)	(3 033)
Reprises et dotations aux provisions	(485)	(78)
Autres charges de gestion courante	(184)	(64)
Autres produits de gestion courante	193	206
Transferts de charges / Autres charges		
Résultat d'exploitation	1 461	2 155
Produits et charges financières	(1 578)	(1 404)
Résultat courant avant impôt	(117)	751
Produits et charges exceptionnels	372	94
Participation des salariés		
Résultat avant impôts	255	845
Impôt sur les bénéfices	131	(149)
Résultat consolidé avant amortissement des survaleurs	386	696
Amortissement des survaleurs	(94)	(97)
Résultat consolidé	292	599
Part du Groupe	98	386
Part des minoritaires	194	213
	En euros	En euros
Résultat par action		
Résultat courant avant impôt	0,53	1,37
Résultat net - part du groupe	0,18	0,71
Résultat dilué par action		
Résultat courant avant impôt	0,53	1,36
Résultat net - part du groupe	0,18	0,70

Bilan consolidé

Actif

	Montants bruts	31/12/02 En milliers d'euros Amortissements ou provisions	Montants nets	31/12/01 En milliers d'euros Montants nets
Immobilisations incorporelles	2 380	2 097	283	386
Ecarts d'acquisition	1 909	645	1 263	1 389
Terrains	1 426		1 426	1 448
Constructions	6 852	4 077	2 775	3 107
Installations techniques	38 666	31 549	7 118	6 744
Autres immobilisations corporelles	4 913	3 625	1 288	1 438
Immobilisations corporelles en cours et avances et acomptes	299		299	116
Immobilisations financières	1 688	59	1 629	2 041
Total actif immobilisé	58 132	42 052	16 080	16 670
Stocks	18 443	2 486	15 957	18 775
Clients et comptes rattachés	20 106	332	19 774	18 651
Autres créances	2 375		2 375	2 050
Disponibilités et autres valeurs mobilières	1 707	8	1 699	1 786
Comptes de régularisation	1 138		1 138	984
Total actif circulant	43 770	2 826	40 943	42 246
Total de l'actif	101 902	44 878	57 024	58 916

Passif

	31/12/02 En milliers d'euros	31/12/01 En milliers d'euros
Capital social	4 407	4 407
Prime d'émission	6 084	6 084
Réserves et report à nouveau	8 608	8 373
Ecart de conversion	786	1 765
Résultat de l'exercice	98	386
Capitaux propres, part du groupe	19 983	21 015
Intérêts minoritaires - Réserves	2 798	3 735
Intérêts minoritaires - Résultat	194	213
Total Intérêts Minoritaires	2 992	3 948
Capitaux propres avant répartition	22 975	24 963
Provisions pour risques et charges	1 139	570
Dettes financières	15 880	16 899
Fournisseurs et comptes rattachés	9 601	9 058
Autres dettes	7 395	7 403
Comptes de régularisation	33	23
Total Dettes	32 910	33 383
Total du passif	57 024	58 916

Variation des capitaux propres consolidés

En milliers d'euros	Capital	Primes	Résultats et réserves consolidés	Ecart de conversion	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 31 décembre 2000	4 407	6 085	8 563	1 361	20 415	4 643	25 059
Augmentations de capital							
Dividendes versés			-110		-110	-76	-186
Ecart de conversion			-5	403	398	0	398
Résultat de l'exercice			386		386	213	599
Variations de périmètre			0		0	-833	-833
Autres			-74		-74		-74
Au 31 décembre 2001	4 407	6 085	8 760	1 764	21 015	3 948	24 963
Augmentations de capital							
Dividendes versés			-165		-165	-43	-209
Ecart de conversion				-977	-977		-977
Résultat de l'exercice			98		98	194	292
Variations de périmètre			0		0	-1 097	-1 097
Autres			13		13	-11	2
Au 31 décembre 2002	4 407	6 085	8 705	787	19 984	2 991	22 975

Tableau de flux de trésorerie

Comptes consolidés

En milliers d'euros	2002	2001
Opérations d'exploitation		
Résultat des sociétés intégrées	292	599
+ Dotation aux amortissements des immobilisations	2 767	3 036
+ Dotations nettes aux provisions pour risques et charges	793	80
+ Dotations nettes aux provisions d'exploitation	259	-10
- Plus-values (ou moins values) de cession	-315	-125
+ Variation des impôts différés	-254	143
+ Dotations aux amortissements des survaleurs	94	97
Capacité d'autofinancement	3 635	3 820
- Variation du besoin en fonds de roulement (brut) (a)	-1 595	- 3 510
Flux net de trésorerie généré par l'activité	5 230	7 330
Opérations d'investissement		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-220	-220
- Acquisitions d'immobilisations corporelles	-3 299	-2 288
- Acquisitions d'immobilisations financières	-112	-81
+ Incidence des variations de périmètre	-1 065	-795
+ Cessions d'immobilisations corporelles	636	160
+ Cessions d'immobilisations financières	524	911
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-3 537	-2 313
Opérations de financement		
+ Augmentation de capital		
+ Augmentation nette des emprunts et dettes financières (financements stables) (b)	25	-2 431
+ Autres variations	2	-74
- Dividendes versés	-209	-186
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-182	-2 691
Impact des variations de taux de change (c)	-554	198
Augmentation (diminution) totale de la trésorerie	958	2 524
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	-7 346	-9 869
Trésorerie à la clôture de l'exercice	-6 388	-7 346

(a) Variation des stocks	-2 592	-4 377
Variation des créances clients	1 155	-546
Variation des autres créances d'exploitation	387	-609
Variation des dettes fournisseurs	-543	1 726
Variation des autres dettes d'exploitation	-2	295
Total variation du besoin en fonds de roulement	-1 595	- 3 510
(b) dont impact des variations de change	-75	35

(c) Il s'agit de l'impact sur les capitaux propres et l'actif immobilisé.

Annexe aux comptes consolidés

1 - Méthodes d'évaluation et principes de consolidation

Les méthodes d'évaluation et les principes de consolidation retenus sont conformes à la loi du 3 janvier 1985, au décret du 17 février 1986 et à l'arrêté du 9 décembre 1986, modifié par l'arrêté du 22 juin 1999 portant sur la mise en application des dispositions prévues par le règlement CRC 99-02 défini par le comité de la réglementation comptable.

Faits significatifs

La société Tivoly Inc. a enregistré dans ses comptes des provisions pour risques, dont les montants ont eu un impact significatif sur les comptes consolidés :

- une provision a été enregistrée pour couvrir l'écart entre les engagements de retraite contractés par Tivoly Inc. et la valeur des actifs versés dans un fonds de pension. La forte dégradation des cours de la bourse aux Etats-Unis a conduit à une forte dépréciation des actifs inscrits dans ce fonds de pension, et par conséquent à une augmentation de provisions d'un montant de 515 milliers de dollars US.

- une provision pour risques environnementaux correspond aux dépenses restant à engager par Tivoly Inc. afin de réhabiliter un ancien site de production situé en Caroline du Nord. Le total des coûts a été évalué à 160 milliers de dollars US.

L'impact des ces augmentations de provisions sur le résultat consolidé s'est donc élevé à 703 milliers d'euros avant impôt et 422 après impôt.

Evénements postérieurs à la clôture

Début 2003, la partie économique d'un plan de réorganisation industrielle et commerciale de l'entreprise a été soumise au comité central d'entreprise.

Il prévoit différentes mesures visant à développer la compétitivité et la réactivité de la société française du groupe (Tivoly SA) ainsi qu'une réorganisation commerciale au niveau européen.

Un plan de sauvegarde de l'emploi va être soumis prochainement au CCE ; il prévoit une offre de reclassement pour les 47 salariés de Bar sur Aube vers les deux autres usines françaises du groupe et une cellule de reclassement pour les salariés qui ne souhaiteraient pas en bénéficier.

1 - Périmètre de consolidation et méthode de consolidation

Modifications du périmètre

Tivoly SA a acquis 153 950 titres Neco supplémentaires au cours du 1er semestre 2002, pour un montant total de 1 059 milliers d'euros.

L'écart d'acquisition constaté sur les participations espagnoles passe ainsi de 1 594 milliers d'euros au 31 décembre 2001 à 1 557 milliers d'euros au 31 décembre 2002.

Tivoly SA a également acquis 541 titres EROM supplémentaires au cours de l'exercice 2002, pour un montant total de 8,3 milliers d'euros ; ces titres ont été acquis auprès de l'un de ses trois co-actionnaires, qui s'est retiré de la société.

EROM est donc toujours contrôlée de manière conjointe par Tivoly SA et deux autres actionnaires et reste donc consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Le pourcentage de détention de Tivoly SA dans EROM est passé de 24,98% en 2001 à 33,31% au 31 décembre 2002.

L'écart d'acquisition constaté sur la participation dans EROM passe ainsi de 15,4 milliers d'euros au 31 décembre 2001 à 20,9 milliers d'euros au 31 décembre 2002.

Méthode de consolidation

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôturent leur exercice social au 31 décembre.

Du fait des modifications intervenues au cours de l'exercice, le périmètre de consolidation au 31 décembre 2002 est le suivant :

Au 31 décembre 2002	Siège		Pourcentage d'intérêt	Méthode de consolidation
Tivoly Inc.	Derby Line	Etats-Unis	100,00	IG
Neco SA	Elorrio	Espagne	75,34 (a)	IG
Compania Filial de Ermua SA	Elorrio	Espagne	100,00	IG
Baswitz Tecnologia SA	Elorrio	Espagne	100,00	IG
Tivoly SpA	Padova	Italie	56,00	IG
EROM	St Léonard (88)	France	33,31	IP

(a) Détention directe de 46,70% et détention indirecte par les sociétés CFE et Baswitz Tecnologia de 28,64%.

IG : Intégration Globale

IP : Intégration Proportionnelle

La société Tivoly UK, en sommeil depuis 1995, n'a pas été retenue dans le périmètre de consolidation dans la mesure où elle ne représente qu'un intérêt négligeable comparée à l'ensemble consolidé.

La valeur brute des 4 290 titres d'autocontrôle inscrits à l'actif immobilisé de la société Tivoly SA, soit 75 866 euros, a été portée en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés de l'exercice 2002.

La provision constatée sur ces titres dans le bilan social de Tivoly SA, soit 25 201 euros, a également été neutralisée au niveau des capitaux propres consolidés.

Pour calculer le résultat dilué par action, il a été tenu compte en 2002 des 4 290 actions propres détenues par Tivoly SA.

La valeur brute de ces actions ayant été déduite des capitaux propres consolidés, le résultat dilué par action a été calculé sur la base des 550 816 actions de la société Tivoly SA, tandis que le résultat par action a été calculé sur la base de 546 526 actions (soit 550 816 moins 4 290).

2 - Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers des filiales étrangères ont été convertis en euros selon la méthode du cours de clôture.

Les cours suivants ont été utilisés :

- cours de clôture pour les postes du bilan à l'exception des capitaux propres convertis au cours historique,
- cours moyen de l'exercice pour le compte de résultat.

Les états financiers de Tivoly Inc. (Etats-Unis) ont été convertis de la manière suivante :

- cours de clôture du Dollar US	0,95	USD / EUR
- cours moyen 2002 du Dollar US	1,06	USD / EUR

3 - Principes comptables et méthodes d'évaluation

La consolidation est effectuée sur la base des états financiers arrêtés par les organes de direction de chacune des filiales selon les normes en vigueur dans leurs pays respectifs.

• Immobilisations incorporelles

Le fonds de commerce de la société mère est amorti sur 10 ans.

• Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition et la quote-part du groupe dans la situation nette des sociétés acquises à la date de leur entrée dans le périmètre de consolidation.

Ils sont amortis selon le mode linéaire sur une durée de 20 ans, conformément aux méthodes d'amortissement habituellement pratiquées dans notre secteur d'activité.

• Immobilisations corporelles

Les amortissements des immobilisations corporelles sont ceux figurant dans les comptes sociaux de chaque société ; ils tiennent compte des conditions économiques locales.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

	Durées	Modalités
Constructions	20 ans	Linéaire
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 8 ans	Linéaire
Autres immobilisations corporelles	4 à 10 ans	Linéaire ou dégressif

• Crédit-bail et location financière

Les biens mobiliers et immobiliers d'un montant supérieur à 75 000 euros acquis au moyen d'un contrat de crédit bail ou de location financière sont capitalisés et amortis selon la durée de vie économique du bien.

Le retraitement des crédit-baux et locations financières a une incidence positive de 154 milliers d'euros avant impôt sur le résultat consolidé.

• Stocks et en-cours

Les profits internes sur stocks ont été éliminés ; ce retraitement a une incidence négative de 12 milliers d'euros sur le résultat consolidé avant impôt.

Les stocks détenus par Tivoly Inc. et relatifs à des achats de marchandises auprès de Tivoly SA ont fait l'objet pour la première fois en 2002 d'un retraitement de la marge. Ce retraitement a une incidence négative de 29 milliers d'euros sur les comptes consolidés. L'impact de cette marge était auparavant jugé non significatif.

- Matières premières et approvisionnements

La valeur brute des matières premières et des approvisionnements correspond au coût d'achat (prix d'achat et frais accessoires).

- En-cours de production et produits finis

Les en-cours de production et les produits finis sont valorisés à un coût standard, reflétant le coût de production, qui comprend le coût des matières consommées et les charges directes et indirectes de production.

- Dépréciation

La nature de nos produits nous conduit à distinguer d'une part les stocks à rotation lente et d'autre part les stocks sans vente depuis au moins un an.

Sont considérés comme stocks à rotation lente, les articles ayant fait l'objet d'au moins une vente au cours du dernier exercice, mais dont la quantité en stocks au 31 décembre 2002 est supérieure aux quantités vendues au cours des trois dernières années.

L'accélération du renouvellement de ses gammes et l'offre de nombreux produits nouveaux a conduit Tivoly SA en 2002 :

- à provisionner à hauteur de 33 1/3 % les stocks à rotation lente (ils n'étaient pas provisionnés auparavant) ;
- à accroître les taux de provisions des produits sans vente depuis au moins un an.

Les taux de dépréciation appliqués au 31 décembre ont donc été les suivants pour Tivoly SA :

- Stocks sans vente sur une période : 2002 2001		
De 1 an	50%	20%
De 2 ans	80%	55%
De 3 ans et plus	90%	80%

- **Stocks à rotation lente :** 33 1/3 % -
En ce qui concerne les autres filiales, les taux de dépréciation sont restés inchangés :

- Stocks sans vente sur une période : 2002 2001		
De 1 an	20%	20%
De 2 ans	55%	55%
De 3 ans et plus	80%	80%

- **Stocks à rotation lente :** - -
En outre, des stocks à rotation lente d'une filiale espagnole ont été assimilés à des stocks sans vente de plus de 3 ans (impact 300 milliers d'euros).

Globalement, le durcissement des règles de provisionnement des stocks a eu un impact négatif de 611 milliers d'euros avant impôt sur les comptes consolidés.

• Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Celles libellées en devises étrangères et qui ne font pas l'objet d'une couverture à terme sont converties au cours de clôture.

La dépréciation des créances clients est évaluée au cas par cas afin de tenir compte des difficultés de recouvrement et des risques d'irrécouvrabilité.

Les pertes et gains latents de change sur les dettes et créances en devises (écarts de conversion actif et passif) ont été enregistrés en pertes et gains de change, conformément aux préconisations du règlement CRC 99-02.

• Impôts différés

Les impôts différés reflètent les décalages dans le temps, entre les charges et les produits retenus pour l'établissement des états financiers consolidés, et ceux retenus pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

Ces impôts différés, actif ou passif, déterminés pour les sociétés bénéficiaires selon la méthode du report variable, résultent pour l'essentiel :

- de l'annulation des provisions à caractère fiscal telles que les provisions réglementées,
- du retraitement des biens faisant l'objet de contrats de crédit-bail ou location financière,
- du retraitement des profits internes sur stocks.

Des actifs d'impôt liés à des déficits fiscaux et des déductions reportables au niveau des sociétés Tivoly SA et Neco ont été constatés, leur récupération étant probable compte tenu des prévisions de résultat de ces sociétés.

Le taux d'imposition retenu pour le calcul de l'impôt différé varie selon les pays :

Société	Pays	Taux d'impôt
Tivoly SA	France	34,33% (a)
Tivoly Inc.	Etats-Unis / Vermont	42,50%
Neco	Espagne / Pays Basque	32,50%
Tivoly SpA	Italie	41,25%

(a) Taux applicable pour l'année 2003 de 33^{1/3}% augmenté de la contribution additionnelle de 3%.

• Autres retraitements

Les amortissements dérogatoires, enregistrés dans les comptes de la société mère, sont retraités en tenant compte de l'impôt différé correspondant.

• Engagements de retraite

Les montants de provision enregistrés en consolidation sont conformes aux méthodes appliquées dans chacune des filiales sans suivre systématiquement la méthode préférentielle relative à la comptabilisation des engagements de retraite.

Tivoly SA : La provision pour indemnités de fin de carrière des employés, ouvriers et cadres, si elle était pratiquée, passerait de 445 milliers d'euros à fin 2001 à 497 milliers d'euros à fin 2002, charges sociales comprises.

Méthode de calcul :

Indemnité de départ en retraite à la date de clôture de l'exercice = droit acquis à cette date x probabilité de rester dans l'entreprise jusqu'au départ à la retraite x probabilité de survie jusqu'à l'âge de la retraite.

Tivoly Inc. : Les salariés présents avant 1991 bénéficient pour leur retraite d'un plan à prestation définie (defined benefit).

La baisse de la bourse aux Etats-Unis a contribué à effectuer pour ce plan une dotation aux provisions complémentaire à hauteur de 515 milliers de dollars US. Depuis 1991, un plan type 401(k) à contribution définie (defined contribution) a été mis en place ; les versements de l'entreprise sont passés chaque année en charge. Par nature, ce plan n'engendre donc aucune dette latente.

Neco : La société n'a pas d'engagement en matière de retraite. Aucune disposition légale ou spécifique à l'entreprise n'existe sur ce point.

Tivoly SpA : La société constitue une provision pour rupture de contrat de travail, qui est comptabilisée au 31 décembre 2002 pour un montant de 88 milliers d'euros.

EROM : Les engagements de retraites ne sont pas significatifs, compte tenu de l'effectif réduit de cette société.

2 - Notes sur le bilan et le compte de résultat consolidés

Les informations contenues dans ces notes sont exprimées en milliers d'euros.

Note 1 - Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre	2001	Ecart de conversion	Reclassements	Entrées de périmètres	Augmentations	Diminutions	2002
Frais de recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0
Brevets, licences, droits et valeurs similaires	1 832	0	0	0	113	124	1 821
Brevets, licences, droits et valeurs similaires en crédit-bail	262	0	0	0	0	0	262
Fonds de commerce	296	0	0	0	0	0	296
Valeurs brutes hors écarts d'acquisition	2 391	0	0	0	113	124	2 380
Écarts d'acquisition	1 940	0	0	0	5	37	1 908
Valeurs brutes	4 331	0	0	0	118	161	4 288
Frais de recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0
Brevets, licences, droits et valeurs similaires	1 450	0	0	0	213	124	1 538
Brevets, licences, droits et valeurs similaires en crédit-bail	262	0	0	0	0	0	262
Fonds de commerce	292	0	0	0	4	0	296
Amortissements hors écarts d'acquisition	2 004				216	124	2 097
Amortissement des écarts d'acquisition	551	0	0	0	94	0	645
Total amortissements	2 555	0	0	0	311	124	2 742
Valeurs nettes	1 775						1 546

Les écarts d'acquisition se répartissent au 31 décembre 2002 de la manière suivante :

	Espagne	Tivoly Inc.	EROM	Tivoly SpA	Total
Valeur brute	1 557	330	21	0	1 908
Amortissements	481	160	4	0	645
Valeur nette	1 076	170	17	0	1 263

Note 2 - Immobilisations corporelles

Au 31 décembre	2001	Ecart de conversion	Reclassements	Entrées de périmètres	Augmentations	Diminutions	2002
Terrains	1 448	(7)	76	0	0	92	1 426
Constructions	3 006	(248)	2 969	0	279	238	5 768
Constructions en crédit-bail	4 129	0	(3 045)	0	0	0	1 084
Installations techniques	34 434	(2 480)	0	0	2 256	389	33 821
Installations techniques en crédit-bail	4 582	0	0	0	264	0	4 845
Autres immobilisations corporelles	5 140	(172)	0	1	345	673	4 641
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	272	0	0	0	0	0	272
Immobilisations en cours	99	(3)	0	0	283	81	298
Avance et acomptes sur immobilisations corporelles	17	0	0	0	1	17	1
Valeurs brutes	53 126	(2 909)	0	1	3 427	1 489	52 156
Constructions	1 936	(197)	1 513	0	297	105	3 445
Constructions en crédit-bail	2 091	0	(1 513)	0	54	0	632
Installations techniques	28 203	(2 079)	0	0	1 524	389	27 259
Installations techniques en crédit-bail	4 068	0	0	0	221	0	4 290
Autres immobilisations corporelles	3 807	(130)	0	0	306	574	3 409
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	167	0	0	0	49	0	216
Amortissements	40 273	(2 407)	0	0	2 452	1 068	39 251
Valeurs nettes	12 853						12 906

Les actifs corporels immobilisés s'élèvent à un total en valeur nette de 12 906 milliers d'euros, répartis comme suit :

	France	Espagne	Italie	Etats Unis	Total
2002	4 806	4 995	5	3 099	12 906
2001	5 282	4 490	9	3 071	12 853

Note 3 - Immobilisations financières

Au 31 décembre	2001	Ecart de conversion	Entrées de périmètres	Acquisitions	Diminutions	2002
Titres de participation et créances rattachées	92	0	0	8	15	85
Prêts	714	0	0	0	507	206
Avances et dépôts	1 295	(1)	0	104	2	1 396
Valeurs brutes	2 100	(1)	0	112	524	1 688
Provisions pour dépréciation	59	0	0	0	0	59
Valeurs nettes	2 041					1 629

Note 4 - Stocks

Au 31 décembre	2002	2001
Matières premières et approvisionnements	999	1 051
En-cours de production	1 750	1 718
Produits finis	12 886	14 832
Marchandises	2 809	3 435
Valeurs brutes	18 443	21 035
Provisions pour dépréciation	2 486	2 260
Valeurs nettes	15 957	18 775

Détail des dépréciations par société

Au 31 décembre	2002	2001
Tivoly SA	684	695
Tivoly Inc.	310	371
Neco - Espagne	1 493	1 195
Tivoly SpA	0	0
Total	2 486	2 260

Note 5 - Etats des créances

Au 31 décembre	2002	2001
Créances clients et comptes rattachés	20 106	18 951
Impôt différé actif	1 075	963
Débiteurs divers	1 300	1 087
Total	22 481	21 001

Les impôts différés actifs se répartissent de la manière suivante :

par filiale :

Au 31 décembre	2002	2001
Tivoly SA	239	508
Tivoly Inc.	239	0
Neco	577	435
Tivoly SpA	21	20
EROM	0	0
Total	1 075	963

par nature :

Au 31 décembre	2002	2001
Déficits reportables et amortissements réputés différés	0	253
Crédits imputables sur l'impôt (Espagne)	519	373
Autres décalages temporaires	556	337
Total	1 075	963

Les déficits reportables constatés au niveau de la filiale Baswitz Tecnologia n'ont pas donné lieu à l'enregistrement d'un impôt différé actif, l'imputation ultérieure de ces déficits étant peu probable. Le montant de ces déficits s'élève à 250 milliers d'euros.

Note 6 - Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Au 31 décembre	2002	2001
Valeurs mobilières de placement (a)	47	47
Disponibilités	1 661	1 751
Total	1 707	1 797
Provisions pour dépréciation	8	12
Valeurs nettes	1 699	1 786

(a) Portefeuille constitué en totalité d'actions propres de Tivoly SA.

Note 7 - Ecart de conversion

Les écarts de conversion se rapportant au groupe se décomposent au 31 décembre 2002 de la manière suivante :

Au 31 décembre	2002	2001
Écarts de conversion sur filiales de la zone euro	(93)	(91)
Écarts de conversion sur filiale hors zone euro	879	1 856
Total	786	1 765

Les écarts de conversion revenant aux minoritaires concernent uniquement les filiales de la zone euro et s'élèvent à - 5 milliers d'euros ; ils sont inscrits sur la ligne Intérêts minoritaires - Réserves.

Note 8 - Provisions pour risques et charges

Au 31 décembre	2001	Ecart de conversion	Entrées de périmètres	Augmentations	Diminutions	2002
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges sociaux et commerciaux	167	0	0	19	26	167 (a)
Provisions pour risques environnementaux	0	0	0	153	0	153 (b)
Autres provisions pour risques	1	0	0	567	1	567 (c)
Total Provisions pour risques	168	0	0	739	27	880
Impôt différé passif	143	(23)	0	0	119	0
Provision pour rupture de contrat de travail	74	0	0	14	0	88
Autres provisions pour charges	185	0	0	45	60	171 (d)
Total Provisions pour charges	402	-23	0	59	179	259
Total	570	(23)	0	798	206	1 139

(a) Il s'agit de provisions pour litiges sociaux et commerciaux concernant Tivoly SA.

(b) Cette provision pour risques environnementaux (160 milliers de dollars) correspond aux dépenses restant à engager par Tivoly Inc. afin de réhabiliter un ancien site de production situé en Caroline du Nord.

(c) Ce montant correspond à une provision permettant de couvrir l'écart entre les engagements de retraite contractés par Tivoly Inc. et la valeur des actifs versés dans un fonds de pension. Cette provision était enregistrée pour un montant de 76 milliers d'euros en dettes sociales dans les comptes 2001, montant qui a été reclassé en 2002 en provision pour risques (montant passé en 2002 en transfert de charges et dotation aux provisions). L'augmentation de 491 milliers d'euros (515 milliers de dollars) constatée en 2002 est due à la chute de la bourse américaine enregistrée courant 2002.

(d) Une provision a été constituée dans le cadre d'une cessation progressive d'activité concernant des salariés de Neco.

Note 9 - Etat des dettes**9.1 - Etat des dettes financières - en fonction de leur nature**

Au 31 décembre	2002	2001
Emprunts auprès des établissements de crédit (a)	14 476	14 376
Emprunts sur crédit-bail immobilier	304	1 113
Emprunts sur crédit-bail mobilier	640	701
Dettes sociétés apparentées	322	445
Participation des salariés	3	74
Autres emprunts et dettes financières divers	136	191
	15 880	16 900
(a) dont part des financements à court terme	8 087	9 131

- en fonction de leur échéance

Au 31 décembre	2002	A moins d'un an	A plus d'un an et moins de cinq ans	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	14 476	9 491	3 344	1 641
Emprunts sur crédit-bail immobilier	304	122	182	0
Emprunts sur crédit-bail mobilier	640	222	418	0
Participation des salariés	3	3	0	0
Dettes sociétés apparentées	322	194	127	0
Autres emprunts et dettes financières divers	136	30	106	0
	15 880	10 063	4 177	1 641

9.2 - Etat des autres dettes

Au 31 décembre	2002	2001
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 601	9 058
Dettes fiscales et sociales	4 279	4 364
Autres dettes	3 116	3 040
Total des autres dettes	16 996	16 461

La totalité de ces 16 996 milliers d'euros a une échéance à moins d'un an.

Le poste Autres dettes est constitué essentiellement d'avoirs clients à établir par Tivoly SA (2 823 milliers d'euros).

Note 10 - Engagements hors-bilan**Engagements donnés**

Dettes garanties par des sûretés réelles

- Tivoly SA	3 483
- Neco	174

Engagements reçus

Engagement sur subvention à recevoir échéance 2003

16

Engagements réciproques

Engagement d'achat par Tivoly SA d'actions Neco

2 933

Engagements financiers relatifs à des opérations de couverture

<u>Garantie de taux plafond (CAP) (en milliers d'euros)</u>	Taux 5,00%	6 098
Période du 03/10/00 au 03/10/03	(base Euribor 3 m)	(engagement reçu)

<u>SWAP de taux (en milliers d'euros)</u>	Taux reçu : 5,34%	1 000
Période du 30/06/00 au 30/06/04	Taux versé : Euribor	

Période du 23/12/02 au 15/12/11	Taux reçu : 4,28%	800
	Taux versé : Euribor	

<u>Achat et vente COLLAR à prime nulle : (a)</u>	Taux reçu : Plancher : 3,34% - Plafond : 4,25%	3 000
Période du 02/09/02 au 02/09/04	Taux versé : Euribor	

Période du 02/09/02 au 02/09/04	Taux reçu : Plancher : 3,38% - Plafond : 4,00%	4 000
	Taux versé : Euribor	

(a) opérations successives de sens inverse

<u>Achat COLLAR :</u>	Taux reçu : Plancher : 2,46% - Plafond : 4,60%	8 000
Période du 23/12/02 au 02/12/04	Taux versé : Euribor	

<u>Achat à terme d'USD (en milliers de dollars)</u>	Cours 1 EUR = 0,91265 USD	51
Echéance 09/05/03	Cours 1 EUR = 0,9985 USD	Mini : 250 / Maxi : 500
Echéance 20/06/03	Cours 1 EUR = 0,9850 USD	450
Echéance 26/06/03		

Note 11 - Chiffre d'affaires

Au 31 décembre	2002	%	2001	%
France	31 864	49%	32 209	49%
Hors de France	33 108	51%	33 473	51%
Total	64 972	100%	65 682	100%
Répartition des ventes hors France	2002		2001	
Union européenne, hors France	28%		28%	
Amérique du nord	18%		19%	
Autres pays	5%		4%	
Total	51%		51%	

Note 12 - Résultat financier

Au 31 décembre	2002	2001
Autres intérêts et produits assimilés	37	151
Reprises de provisions et transfert de charges	3	8
Différences positives de change	131	10
Total des produits financiers	172	168
Dotation financière aux amortissements et provisions (a)	631	0
Intérêts et charges assimilées	1 090	1 514
Différences négatives de change	26	59
Total des charges financières	1 748	1 572
Résultat financier	(1 576)	(1 404)

(a) Il s'agit de la dotation aux provisions pour risques sur fonds de pension Tivoly Inc.

Note 13 - Résultat exceptionnel

Au 31 décembre	2002	2001
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	81	2
Produits de cession d'éléments d'actif (a)	636	160
Quote part des subventions virée au résultat	13	21
Provisions pour risques et charges	1	1
Divers	24	2
Total des produits exceptionnels	755	187
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	2
Valeur comptable des éléments d'actif cédés (a)	321	35
Dotation aux provisions pour litiges sociaux et commerciaux	0	1
Dotation exceptionnelle aux amortissements	2	3
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	61	51
Total des charges exceptionnelles	384	92
Résultat exceptionnel	372	94

(a) Il s'agit du résultat des ventes d'un bâtiment industriel et commercial à Champagne au Mont d'Or (69) et d'une maison à Tours en Savoie (73).

Note 14 - Impôt sur les bénéfices

Au 31 décembre	2002	2001
• Analyse de la charge d'impôt		
Résultat avant impôt et amortissement des survaleurs	255	845
Charge d'impôt courant	123	5
Charge / (produit) d'impôt différé	-254	143
Charge totale d'impôt	-131	149
Taux effectif d'imposition	-51,29%	17,60%
• Rationalisation de la charge d'impôt (a)		
Taux d'impôt en France	33,33%	33,33%
Contribution additionnelle	1,00%	1,00%
Décalage entre le taux effectif 2002 et le taux 2003 retenu pour le calcul des impôts différés France	0,00%	2,36%
Effet de l'imposition des filiales étrangères	-42,93%	-1,16%
Effet des différences permanentes et des éléments taxés à taux réduit	23,58%	6,61%
Crédits et autres actifs d'impôt pris en compte sur l'exercice 2002 (b)	-104,57%	-24,54%
Non activation d'impôt différé sur déficits reportables	38,30%	0,00%
Taux effectif d'imposition	-51,29%	17,60%
(a) en % du résultat avant impôt et amortissement des survaleurs		
(b) dont crédits d'impôt et reports déficitaires	-104,57%	-24,54%
	0,00%	0,00%

Note 15 - Effectifs au 31 décembre 2002

au 31 décembre	TIVOLY SA	TIVOLY Inc.	NECO SA	TIVOLY SpA	EROM SA	TOTAL 2002	TOTAL 2001
Cadres et représentants	75	12	7	2	1	97	102
Agents de maîtrise et techniciens	7	18	41			66	66
Employés et ouvriers	243	114	163	5	1	526	522
	325	144	211	7	2	689	690

Rapport général des commissaires aux comptes

Comptes consolidés : exercice clos le 31 décembre 2002

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale des actionnaires, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société SA TIVOLY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2002, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à CLUSES, le 16 avril 2003

Cabinet AVVENS SOGEC-VEILLEROT
Représenté par **Laurent Forstmann**
Commissaire aux comptes
1 rue du Maréchal Leclerc
74300 Cluses
Membre de la Compagnie régionale de Chambéry

Bernard AGRET
Commissaire aux comptes
2 avenue Michel Ange
63063 Clermont Ferrand
Membre de la Compagnie régionale de Riom

Rapport de gestion

Etabli par le directoire et présenté à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 11 juin 2003
Comptes sociaux

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle afin de rendre compte de la situation et de l'activité de notre société durant l'exercice clos le 31 décembre 2002 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toute précision et tout renseignement complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur, qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

1 - Evénements et faits marquants

L'exercice 2002 a été marqué par :

- La poursuite de la réduction des stocks, dont le montant a diminué de 1,7 million d'euros en valeur brute, comme en valeur nette. Au total, du 31 décembre 2000 au 31 décembre 2002, le niveau des stocks bruts est passé de 13,5 millions d'euros à 8,8 millions d'euros, soit une réduction de 34,6% en deux ans.
- Une légère progression du chiffre d'affaires, malgré la dégradation de la conjoncture en Europe au second semestre ; les parts de marché ont ainsi été maintenues, voire augmentées dans certains cas.
- La poursuite de la maîtrise des charges qui a permis de dégager un résultat en progression malgré le déstockage et la stabilité du chiffre d'affaires.
- La levée par anticipation de l'option d'achat du contrat de crédit-bail concernant l'usine de Saint Etienne. Le prix de la levée d'option est égal à l'équivalent du capital restant dû (soit 605 000 euros) ; les frais liés à cette opération s'élèvent à 43 000 euros (cette charge aurait été comptabilisée en 2005 si le contrat de crédit-bail avait atteint le terme prévu à l'origine).
- Un désendettement de 1 million d'euros. En retraitant l'équivalent capital restant dû sur les opérations de crédit-bail et de location financière, le désendettement de l'exercice s'élève à 1,7 million d'euros (la différence provenant principalement de l'opération sur le crédit-bail de l'usine de Saint Etienne décrite ci-dessus).

La société a poursuivi sa mutation dans le cadre de son plan stratégique :

- Sur le marché « mécanique-production », l'accent a été mis sur les activités de conseil et sur le développement de nouveaux produits à base de carbure de tungstène élaborés dans l'usine de Saint Etienne.
- Sur le marché « professionnel », la société a consolidé sa position de leader, notamment par la poursuite de sa politique d'innovation forte et de qualité de service élevée.
- Un accord portant sur le passage aux 35 heures a été signé en mars 2002 ; il comportait notamment l'obligation de maintenir les effectifs sur la période avril 2002-décembre 2002.
- Un programme de production au plus juste a été mis en œuvre dans l'usine de Savoie, avec l'aide du Pôle Productique Rhône-Alpes. Il vise à diminuer les temps de réglage et le temps de traversée atelier des produits, afin de réduire les stocks et de réagir plus rapidement aux fluctuations de la demande.

2 - Principes comptables et activité de l'exercice

Les comptes qui vous ont été présentés ont été établis dans le respect des principes comptables. Aucun changement de méthode n'est intervenu par rapport à l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2002, la société Tivoly SA a réalisé un chiffre d'affaires de 42,2 millions d'euros, contre 42,0 millions d'euros en 2001.

L'évolution du chiffre d'affaires a été en ligne avec la croissance des différents segments de marché ; le chiffre d'affaires à l'export a progressé (10,8 millions d'euros contre 10,3 millions d'euros), malgré une conjoncture médiocre en Europe, principale zone d'exportation de Tivoly SA.

Le montant des frais de personnel s'est élevé à 11,6 millions d'euros, comme en 2001.

Les charges d'exploitation ont atteint 39,8 millions d'euros contre 37,6 millions d'euros l'année précédente, mais avec une baisse des stocks de produits finis inférieure à celle réalisée en 2001 (1,2 million d'euros en 2002 contre 3,3 millions d'euros en 2001). La rentabilité de la société est en progression, avec un excédent brut d'exploitation en augmentation de 6,4% à 2,28 millions d'euros et un résultat d'exploitation en augmentation de 14,3% à 1,41 million d'euros.

Il faut noter que la société a consacré plus de 300 000 euros, comptabilisés intégralement en charges sur l'exercice 2002, à l'achèvement de la mise en conformité de l'ensemble des machines de ses trois usines vis-à-vis des normes environnementales et des normes de sécurité; les dépenses annuelles portant sur les exercices passés ainsi que celles prévues à l'avenir pour suivre l'évolution de la réglementation sont beaucoup moins importantes.

Le résultat financier s'élève à -0,60 million d'euros en 2002, contre -0,56 million d'euros l'an dernier. Le montant des dividendes perçu est passé de 0,39 million d'euros en 2001 à 0,08 million d'euros, Tivoly Inc. n'ayant pas versé de dividendes en 2002 ; par contre, suite à la diminution de l'endettement, le montant des frais financiers a diminué, passant de 1,02 million d'euros en 2001 à 0,73 million d'euros en 2002.

Le résultat courant avant impôt s'établit ainsi à 0,8 million d'euros, contre 0,6 million d'euros en 2001.

Après prise en compte d'un résultat exceptionnel de 0,4 million d'euros, lié essentiellement à la vente d'un bâtiment à Champagne au Mont D'Or et d'une maison à Tours en Savoie, et d'un impôt sur les sociétés de -0,2 million d'euros, l'exercice clos le 31 décembre 2002 se traduit par un bénéfice de 1,0 million d'euros.

3 - Structure financière

Au 31 décembre 2002, le capital social s'établit à 4 406 528 euros (550 816 actions de 8 euros chacune).

La situation nette passe de 16,1 millions d'euros au 31 décembre 2001 à 16,9 millions d'euros au 31 décembre 2002. Cet accroissement est égal au résultat de l'exercice 2002 (1,0 million d'euros), diminué des dividendes versés en 2001 (0,1 million d'euros) et de la reprise de provisions réglementées à hauteur de 0,1 million d'euros.

Les dettes financières s'élèvent à 10,9 millions d'euros, contre 12 millions d'euros fin 2001. 6,4 millions d'euros correspondent au financement de créances sur les clients, contre 8,2 millions d'euros au 31 décembre 2001.

Le niveau des stocks en valeur brute a encore diminué, passant de 10,5 millions d'euros en 2001 à 8,8 millions d'euros en 2002, soit -16,2%.

La méthode de dépréciation des stocks sans vente est inchangée ; mais l'accélération du renouvellement de nos gammes et l'offre de nombreux nouveaux produits ont conduit en 2002 d'une part à accroître les taux de dépréciation des stocks sans vente et d'autre part à provisionner les stocks à rotation lente :

Produits sans vente depuis:	Taux de dépréciation 2002	Taux de dépréciation 2001
3 ans et plus	90%	80%
2 ans	80%	55%
1 an	50%	20%

Produits à rotation lente	Taux de dépréciation 2002	Taux de dépréciation 2001
	33 1/3%	0%

Le montant brut des stocks sans vente depuis au moins un an s'élève à 0,8 million d'euros, contre 1,1 million d'euros l'an passé.

La provision pour dépréciation des stocks sans vente depuis au moins un an au 31 décembre 2002 s'élève à 0,53 million d'euros, à comparer à 0,63 million d'euros l'année précédente.

La valeur des stocks à rotation lente s'élève à 0,43 million d'euros, contre 0,56 million d'euros au 31 décembre 2001, ils sont provisionnés à hauteur de 0,14 million d'euros en 2002 (ils n'étaient pas provisionnés auparavant).

Au total, la provision sur stocks s'élève à 0,67 million d'euros en 2002, contre 0,63 million d'euros en 2001.

Si les taux de dépréciation de 2001 avaient été conservés, le montant fin 2002 de la provision sur stocks aurait été égal à 0,37 million d'euros ; le résultat 2002 avant impôt aurait donc alors été plus élevé de 0,30 million d'euros.

4-Filiales et participations

• NECO

En 2002, 10 % d'actions Neco (153 950 actions) détenues par la société Holding Tivoly ont été cédés à Tivoly SA portant ainsi sa participation (directe et indirecte) de 65,34% à 75,34%.

Le chiffre d'affaires 2002 de la société Neco s'élève à 13,2 millions d'euros, quasiment au niveau de 2001 (13,3 millions d'euros). Par contre, les ventes hors groupe de Neco sont en légère croissance sur l'exercice.

Le résultat net s'établit à 0,7 million d'euros, contre 0,6 million d'euros en 2001.

• TIVOLY INC.

Tivoly SA détient 100 % des titres de cette société depuis 1996.

Sur l'exercice 2002, le chiffre d'affaires de Tivoly Inc. s'est élevé à 10,9 millions d'USD (11,6 millions d'euros), en diminution par rapport à celui réalisé en 2001 : 11,3 millions d'USD (12,5 millions d'euros).

Outre les effets de la mauvaise conjoncture, Tivoly Inc. a dû enregistrer une provision de 515 milliers de dollars US avant impôt pour couvrir l'écart entre les engagements de retraite et la valeur des actifs versés dans un fonds de pension à prestations définies, ainsi qu'une provision pour terminer la réhabilitation d'un ancien site de production à hauteur de 160 milliers de dollars US. L'effet de ces provisions s'élève à -703 milliers d'euros avant impôt et à -422 milliers d'euros après impôt.

Le résultat net de Tivoly Inc. s'élève à près de -1,0 million d'euros, contre -0,2 million d'euros en 2001. Ces résultats tiennent compte de l'IS reversé consécutivement aux pertes de l'exercice (carry - back versé à l'entreprise au cours du deuxième trimestre 2003 en ce qui concerne l'exercice 2002).

• TIVOLY SpA

Tivoly SA détient 56 % des titres de Tivoly SpA depuis 1990.

Le chiffre d'affaires de l'année 2002 s'est élevé à 1,5 million d'euros, identique à celui de 2001.

Le résultat net 2002 est légèrement négatif (- 0,01 million d'euros), ainsi qu'en 2001 (-0,02 million d'euros).

• EROM

Tivoly SA détient 33,31 % des titres d'EROM depuis le second semestre 2002, contre 24,98% depuis l'origine de la société par suite de la reprise des parts de l'un des actionnaires (la société Corai) par les trois autres. L'investissement correspondant s'élève à 8 milliers d'euros.

Le chiffre d'affaires de l'année 2002 s'est élevé à 1,9 million d'euros, contre 2,4 millions d'euros en 2001.

Le résultat net de l'exercice 2002 s'est élevé à 0,02 million d'euros contre 0,01 en 2001.

5-Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous ont été présentés; ceux-ci font apparaître un résultat net de 997 457,12 euros.

Nous vous proposons l'affectation suivante du résultat :

Dotation au report à nouveau :

682 374,90 euros.

Distribution de dividendes : 165 244,80 euros.

Dotation aux autres réserves : 149 837,42 euros.

Le report à nouveau sera ainsi ramené de -682 374,90 euros à zéro.

Le dividende à répartir au titre de l'exercice se trouve ainsi fixé à 0,3 euro par action ; il donne droit à un avoir fiscal de 0,15 euro par action pour une personne physique, et 0,03 euro pour une personne morale.

Si, au jour de la mise en paiement des dividendes, la société détient certaines de ses propres actions, l'assemblée générale autorise le directoire à affecter en report à nouveau les bénéficiaires correspondant aux dividendes non versés en raison de ces actions, en application de l'article L.225-210 du Code de Commerce.

Le dividende sera payable à compter du 23 juin 2003 aux sièges sociaux, succursales et agences des établissements de la Banque Populaire Savoienne.

Le montant des dividendes mis en distribution au cours des trois derniers exercices au titre de l'exercice précédent et celui de l'avoir fiscal correspondant ont été les suivants :

Exercice de distribution	2000	2001	2002
Distribution nette globale	826 224 FRF	110 163 FRF	165 244 €
Revenu global par action(a)	2,25 FRF	0,3 €	0,45 €
Dividendes par action	1,50 FRF	0,2 €	0,3 €
Avoir fiscal par action (a)	0,75 FRF	0,1 €	0,15 €
Nombre d'actions	550 816	550 816	550 816

(a) pour une personne physique

6 -Conventions visées à l'article L.225-86 et suivants du Code de Commerce :

Nous vous demandons d'approuver la continuation des conventions visées à l'article L.225-86 et suivants du Code de Commerce conclues au cours des exercices précédents.

Les Commissaires aux Comptes ont été dûment avisés de ces conventions qu'ils ont décrites dans leur rapport spécial.

Nous vous demandons d'approuver deux nouvelles conventions réglementées conclues au cours de l'exercice :

1- Convention de trésorerie entre Tivoly SA et Holding Tivoly :

Chacune de ces sociétés pourra emprunter/prêter à l'autre, au taux Euribor +1%, avec un plafond d'emprunt de :

- 500 000 euros pour Tivoly SA.
- 150 000 euros pour Holding Tivoly.

2- Cession d'une maison d'habitation en juin 2002 à M. Jean-François Tivoly pour un montant de 121 959,21 euros (valeur nette comptable : 37 820 euros).

7-Autres informations

• Dépenses non déductibles fiscalement : 70 516 euros.

• Evénements importants intervenus depuis la date de clôture : un plan de réorganisation industrielle et commerciale a été initié en février 2003 ; il prévoit une réorganisation des réseaux commerciaux, la mise en place prochaine d'un service transversal de « supply chain management », chargé d'accélérer la réactivité de l'entreprise et de poursuivre le programme de réduction des stocks, ainsi que le regroupement de la production de l'usine de Bar sur Aube sur les deux autres usines françaises, afin de concentrer et de spécialiser la production ; la configuration du système de production sera ainsi optimisée au cours de l'exercice 2003.

• Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article 148 du décret du 23 mars 1967, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours des cinq derniers exercices.

- Le capital social se répartit de la manière suivante :

Famille Tivoly (en direct ou via la SA Holding Tivoly) :	52,61 %
Public (dont société 2RB.I : 13,8 4%) :	47,39 %
- Données boursières : évolution de l'action Tivoly SA au cours de l'exercice :

Cours le plus haut :	15,80 €
Cours le plus bas :	10,35 €
Nombre de titres échangé :	16 919
Capitaux traités :	215 890
Volume moyen par jour :	66
Capitaux traités en moyenne par jour :	847 €
Cours au 31 décembre 2002:	11,51 €

Un contrat de liquidité est en place depuis plusieurs années avec la Société de Bourse Portzamparc.

Il a été attribué sur l'exercice 2000, et pour la première fois, des stocks options à hauteur de 5 481 options d'achat et 10 848 actions de souscription. Leur prix d'exercice est de 16,43 euros. Ces options ont été attribuées à huit cadres dirigeants ; elles sont exerçables en trois parties égales à partir des années 2000, 2001, et 2002. Si les actions de souscription étaient exercées, la dilution potentielle du bénéfice par action serait de 2 %.

Aucune option n'a été attribuée au cours de l'exercice 2002. Aucune option n'a été exercée depuis leur attribution.

La société n'a acheté ni vendu aucune action propre au cours de l'exercice 2002, son portefeuille d'actions propres restant ainsi stable à 7 553 actions au 31 décembre 2002 ; elle ne court donc aucun risque sur l'exercice éventuel des options d'achat attribuées.

• Tivoly SA verse sur une base annuelle un montant global de 27,4 milliers d'euros aux membres du conseil de surveillance et a versé des jetons de présence à hauteur de 8 125€ en 2002 (au titre de l'exercice 2001).

• Les mandats exercés par les membres du conseil de surveillance et du directoire dans des sociétés commerciales sont les suivants :

Conseil de surveillance

• M. Jean-Michel TIVOLY :

Président du conseil de surveillance de la société Tivoly SA
Président du conseil de surveillance de Holding Tivoly
Président du conseil d'administration de Tivoly Inc. (Etats-Unis)
Président du conseil d'administration de Neco (Espagne)
Président du conseil d'administration de Baswitz Tecnologia (Espagne)
Président du conseil d'administration de Compañía Filial De Ermua (Espagne)
Administrateur de EROM.

• M. Robert BIANCO:

Vice président du conseil de surveillance de la société Tivoly SA
Président du directoire de la SA 2RB.I.
Président directeur général de la SA Centre 2000
Représentant permanent de la SA 2RB.I :
- au conseil d'administration de la Société Anonyme Lyonnaise de Télévision (SALT SA)
- au conseil d'administration de la SA SALVEPAR.

• Mme Marie-Thérèse PELISSIER, épouse TIVOLY :

Membre du conseil de surveillance de la société Tivoly SA
Présidente du directoire de Holding Tivoly.

• M. Philibert BRAILLON

Membre du conseil de surveillance de la société Tivoly SA
Administrateur de la SA Lejeune.

• M. Maurice OPINEL

Membre du conseil de surveillance de la société Tivoly SA
Président du conseil d'administration de la société Opinel SA
Administrateur de la SA Lejeune.

Directoire

• M. Noël TALAGRAND

Président du directoire de Tivoly SA
Président de Tivoly SpA (Italie)
Membre du conseil de surveillance des sociétés Steria, MOB et Holding Tivoly
Membre du conseil d'administration de Tivoly Inc. (Etats Unis)
Administrateur des sociétés Ionisos, Gimeca, Neco (Espagne).

• M. Hervé BERNAILLE

Vice président du directoire de Tivoly SA
Administrateur de Tivoly SpA (Italie)
(Par ailleurs, membre du conseil d'administration de la DFCG (« Association des Directeurs Financiers et Contrôleurs de Gestion »), en tant que président du groupe Dauphiné Savoie jusqu'au 26 mars 2003).

• M. Jean-François TIVOLY

Membre du directoire de Tivoly SA
Membre du directoire de Holding Tivoly
Administrateur de Tivoly SpA (Italie)
Administrateur de Baswitz Tecnologia (Espagne).

• M. Marc TIVOLY

Membre du directoire de Tivoly SA
Membre du conseil de surveillance de Holding Tivoly
Administrateur de Baswitz Tecnologia (Espagne)
Administrateur de Compañía Filial de Ermua (Espagne)
Administrateur de Tivoly Inc.
Acting CEO de Tivoly Inc..

• M Ignacio ESNAOLA

Membre du directoire de Tivoly SA
Administrateur de Neco
Directeur général de Neco
Administrateur de Baswitz Tecnologia
Directeur général de Baswitz Tecnologia
Administrateur de Compañía Filial de Ermua
Directeur général de Compañía Filial de Ermua.

• Environnement et sécurité

L'usine de Savoie est soumise au régime de l'autorisation suivant la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) . A ce titre, elle est suivie régulièrement par la DRIRE. Les autres sites sont soumis à une simple déclaration.

Les principaux éléments concernant les risques environnementaux sont les suivants :

1 - Prélèvement et émissions de toute nature susceptibles d'affecter l'environnement selon la liste déterminée par arrêté du 30 avril 2002 :

- Emission dans l'air de gaz à effet de serre, substances concourant à l'acidification, à l'eutrophisation ou à la pollution photochimique ou composés organiques persistants : impact négligeable

- Emissions dans l'eau et le sol de substances concourant à l'acidification ou à l'eutrophisation, de substances toxiques pour l'environnement aquatiques : impact négligeable .

- Emission de :

+Métaux toxiques dans l'air = néant,
+Métaux toxiques dans l'eau = flux très faible,
+Substances radioactives = néant,
+Substances CMR dans l'eau = néant,
+Substances CMR dans l'air = le rejet de solvant halogéné de l'usine de Savoie, légèrement supérieur au seuil défini par l'arrêté cité ci-dessus en début d'année 2002, a été ramené en-dessous des valeurs limites imposées par la dernière réglementation grâce à la mise en service d'un nouvel équipement de dégraissage en fin d'année.

- Prélèvements : aucun prélèvement (d'eau notamment) significatif d'autant que la restitution est totale.
- Consommation d'électricité = 6.9 M Wh pour l'ensemble des sites en 2002.
- Consommation de gaz = environ 2.5 équivalent millions de Kwh (chauffage des 3 usines).
- Nuisances sonores et olfactives : non significatives.
- Les principaux déchets (« boues ») sont traités au sein d'une filière de revalorisation. Leur déshuilage entraîne un coût non négligeable pour la société. Les chutes et riblons de matières premières sont revalorisés. Les autres déchets représentent de faibles quantités. Ils sont éliminés dans des centres agréés.

2) Mesures prises pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique, aux milieux naturels, aux espèces animales et végétales protégées :
Tivoly SA n'est pas concernée.

3) Démarches d'évaluation ou de certification entreprises en matière d'environnement :
Ces démarches sont en cours.

4) Mesures prises pour assurer la conformité de l'activité de la société aux dispositions législatives et réglementaires applicables en cette matière :
Tivoly SA a fait appel à un conseil extérieur dans le domaine de la sécurité pour le transport des matières dangereuses en 2002.
Elle a également mis en service, fin d'année 2002, une nouvelle machine de dégraissage conforme à la réglementation.

5) Dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité de la société sur l'environnement :

Pour mieux stocker les déchets, Tivoly SA a entrepris un renforcement des lieux de rétentions sur le site de Bar Sur Aube.

6) Organisation interne et information des salariés :

Afin d'accroître encore son implication en matière d'environnement et de sécurité, Tivoly SA a créé, au premier trimestre 2002, le poste de « Responsable environnement, sécurité et risques professionnels ».

Il lui revient d'animer la démarche environnementale de l'entreprise, de prendre en charge les études techniques et financières des projets et notamment d'évaluer les risques actuels et potentiels liés à l'environnement, de définir, d'actualiser et de veiller à la mise en place de plans annuels pour le traitement de ces risques.

Il doit définir, mettre en place et suivre la politique de sécurité, assurer les actions préventives et correctives de recherche ou de sensibilisation à la sécurité dans les conditions de travail.

Il doit évaluer les risques professionnels liés à la sécurité et à la santé des salariés de l'entreprise et mener les actions pour les minimiser.

En octobre 2002, a été établi le « document unique », prévu par la loi, relatif à l'évaluation de ces risques.

L'une des réalisations importantes en la matière en 2002 a été la réfection des systèmes de désenfumage de l'usine de Savoie.

• Politique sociale de l'entreprise

1 - Effectif total

L'effectif de la société Tivoly au 31/12/2002 était de 325 salariés, ou 314 en équivalent temps plein (contre respectivement 332 et 318 fin 2001). Cet effectif se décompose de la façon suivante :
225 CDI hommes, 91 CDI femmes ; 4 CDD hommes et 5 CDD femmes.

2 - Embauches 2002- Licenciements

- Les embauches, y compris les renouvellements de CDD s'élevèrent à : CDD : 17 CDI : 5.
- Pour faire face aux besoins de recrutement Tivoly SA fait appel soit aux sociétés d'intérim soit aux services spécialisés de l'ANPE, plus rarement aux services d'agences de communication et exceptionnellement aux cabinets de recrutement.
- Tivoly SA n'a pas eu recours aux heures supplémentaires, sauf de manière tout à fait exceptionnelle.
- En 2002, aucun plan de réduction des effectifs n'a été engagé.
- Au cours de l'année 2002, les motifs de licenciement rencontrés sont d'ordre personnel ou pour inaptitude médicale.

3 - Organisation du temps de travail :

- Le 30 Avril 2002, Tivoly SA a signé un deuxième accord portant sur la RTT, ramenant l'horaire collectif depuis cette date à 35H en moyenne par semaine.
- Les services administratifs sont organisés en horaires variables, le personnel de production et de logistique travaille en équipe.
- Le principal motif d'absentéisme est la maladie.

4 - Les rémunérations et leur évolution :

- Chaque année Tivoly SA négocie avec les partenaires sociaux une politique salariale pour l'année à venir. Celle-ci définit les augmentations collectives pour le personnel non cadre. Par ailleurs des augmentations individuelles basées sur le mérite sont attribuées sur proposition de la hiérarchie. Enfin, par catégorie, Tivoly SA applique les minima négociés par les différentes conventions collectives.
- La société fait en sorte que l'égalité hommes-femmes soit respectée.

5 - Les relations professionnelles et le bilan des accords collectifs :

- Au moins une fois par mois, des comités d'établissement sont organisés sur chacun des sites avec les représentants du personnel. Tous les 3 mois minimum les CHSCT se réunissent et au moins deux fois par an le comité central d'entreprise est convoqué en réunion plénière.
- En 2002 un accord portant sur la RTT a été signé ramenant l'horaire collectif à 35 heures par semaine. Par ailleurs il a été soumis aux IRP un projet d'accord sur l'intéressement lequel n'a pas recueilli leur accord.

6- La Formation

En 2002, Tivoly SA a consacré 110 milliers d'euros à la formation continue, soit 0,9% de la masse salariale.

7- Emploi et insertion des travailleurs handicapés

En 2002 le montant versé par Tivoly SA au titre de ses obligations d'embauche de travailleurs handicapés s'élève à 2732 euros.

8 - Perspectives

Le chiffre d'affaires sur les trois premiers mois est estimé en diminution de 4,6 %, l'estimation de diminution des entrées de commandes se situant à 4,4 %; les premiers signes de redressement de la conjoncture se faisant sentir, la société estime que son chiffre d'affaires en 2003 devrait atteindre celui de 2002.

Après une diminution des stocks de produits finis importante en 2001 et 2002, l'objectif au cours de l'année est une baisse supplémentaire de 0,4 million d'euros des stocks bruts de Tivoly SA.

La restructuration industrielle et commerciale pèsera sur l'exercice 2003, tandis que le plein effet des mesures engagées ne jouera qu'à partir de l'exercice 2004.

A ce jour, le coût exact du transfert de la production de l'usine de Bar sur Aube n'est pas connu, car il dépendra du nombre de salariés qui donneront suite à la proposition de reclassement faite à chacun d'entre eux dans les deux autres usines françaises.

L'objectif de l'année 2003 est d'achever l'optimisation de l'outil de production, d'optimiser les réseaux de commercialisation à l'échelle européenne et les processus d'innovation et de recherche et développement, tout en préservant les grands équilibres financiers de l'entreprise. Celle-ci est maintenant en position de bénéficier à plein de la prochaine reprise économique et de mener une politique active d'expansion et de développement.

Fait à Tours en Savoie, le 19 mars 2003
Le directeur

Résultats de la société

au cours des cinq derniers exercices

En milliers d'euros	1998	1999	2000	2001	2002
Situation financière en fin d'exercice					
A. Capital social	4 199	4 199	4 407	4 407	4 407
B. Nombre d'actions émises	550 816	550 816	550 816	550 816	550 816
Résultat global des opérations effectuées					
A. Chiffre d'affaires hors taxes	39 582	40 416	41 997	42 016	42 220
B. Résultat avant impôt, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	1 247	971	247	1 697	1 960
C. Impôt sur les bénéfices	189	96	0	0	241
D. Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
E. Résultat après impôt, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	327	71	(1 178)	676	997
F. Résultat distribué	126	126	110	165	165
Résultat des opérations réduit à une seule action en euros					
A. Résultat après impôt, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	1,9	1,6	0,4	3,08	3,12
B. Résultat après impôt, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	0,6	0,1	(2,1)	1,2	1,8
C. Dividende attribué à chaque action	0,23	0,23	0,20	0,30	0,30 (a)
En milliers d'euros et en nombre de personnes					
A. Effectif	351	362	339	332	325
B. Montant de la masse salariale de l'exercice	7 730	8 148	8 284	8 070	8 060
C. Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	3 360	3 566	3 653	3 572	3 542

(a) montant de la distribution proposée par le directoire à l'assemblée.

Compte de résultat

Comptes sociaux

Au 31 décembre En milliers d'Euros	2002	2001
Chiffre d'affaires net	42 220	42 016
Variation stocks produits finis	(1 164)	(3 309)
Production immobilisée	56	55
Autres produits d'exploitation	69	31
Produits d'exploitation	41 181	38 793
Achats	(16 779)	(16 084)
Variation de stocks	(517)	320
Autres charges externes	(9 125)	(8 384)
Transferts de consommations	47	83
Valeur ajoutée	14 807	14 728
Impôts et taxes	(1 038)	(1 019)
Frais de personnel	(11 602)	(11 642)
Transferts de charges / Personnel	117	80
Excédent Brut d'Exploitation	2 284	2 147
Autres charges de gestion courante	(143)	(59)
Autres produits de gestion courante	48	59
Dotation aux amortissements	(864)	(998)
Transferts de charges / dotations aux amortissements	24	42
Reprises et dotations aux provisions	63	44
Résultat d'exploitation	1 412	1 235
Résultat financier	(595)	(563)
Résultat courant avant impôt	817	672
Résultat exceptionnel	421	4
Résultat avant impôt	1 238	676
Impôt sur les bénéfices	241	0
Résultat de l'exercice	997	676

Bilan

Tableau de flux de trésorerie

Actif

Au 31 décembre En milliers d'euros	2002		2001
	Montants bruts	Amortissements ou provisions	Montants nets
Immobilisations incorporelles	1 566	1 154	412
Terrains	340	0	340
Constructions	2 038	292	1 746
Installations techniques	10 000	8 934	1 066
Autres immobilisations corporelles	3 040	2 131	909
Immobilisations en cours	169	0	169
Immobilisations financières	13 043	84	12 959
Total actif immobilisé	30 196	12 594	17 602
Stocks	8 820	684	8 136
Clients et comptes rattachés	14 735	19	14 716
Autres créances	917	0	917
Disponibilités et autres valeurs mobilières	130	8	122
Comptes de régularisation	1 000	0	1 000
Total actif circulant	25 602	711	24 891
Total de l'actif	55 798	13 305	42 493

Passif

Au 31 décembre En milliers d'euros	2002	2001
Capital social	4 407	4 407
Prime d'émission	6 084	6 084
Réserves et report à nouveau	4 828	4 315
Résultat de l'exercice	997	676
Provisions réglementées	614	666
Total capitaux propres	16 930	16 148
Provision pour risques et charges	160	189
Dettes financières	10 935	11 981
Fournisseurs et comptes rattachés	8 456	8 347
Autres dettes	6 012	5 599
Total dettes	25 403	25 927
Total du passif	42 493	42 264

En milliers d'euros	2002	2001
Opérations d'exploitation		
Résultat de l'exercice	997	676
+ Dotation aux amortissements des immobilisations	866	1 001
+ Dotations nettes aux provisions réglementées	-30	20
+ Dotations nettes aux provisions pour risques et charges	-29	-35
+ Dotations nettes aux provisions d'exploitation	-56	12
+ Moins-values de cession (Plus-values)	-352	-96
Capacité d'autofinancement	1 396	1 579
- Variation du besoin en fonds de roulement (brut) (a)	-1 474	-2 746
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 870	4 325
Opérations d'investissement hors crédit bail (b)		
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-44	-179
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles	-1 325	-510
+ Acquisitions d'immobilisations financières	-1 177	-843
+ Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	879	967
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 668	-565
Opérations de financement		
Augmentation de capital		
+ Augmentation nette des emprunts et dettes financières	682	-1 346
+ Autres variations	2	2
+ Dividendes versés	-165	-110
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	520	-1 455
Augmentation (diminution) totale de la trésorerie	1 722	2 305
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	-8 368	-10 673
Trésorerie à la clôture de l'exercice	-6 646	-8 368

(a) Variation des stocks	-1 681	-2 989
Variation des créances clients	439	-510
Variation des autres créances d'exploitation	290	-752
Variation des dettes fournisseurs	-109	1 836
Variation des autres dettes d'exploitation	-413	-331
Total variation du besoin en fonds de roulement	-1 474	-2 746

(b) Impact du retraitement des crédits-baux en équivalent capital		
Crédits-baux immobiliers et mobiliers		
Acquisitions	264	287
Cessions	605	0

Annexe au bilan et compte de résultat

1 - Principes et méthodes comptables

1 - Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2002 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du plan comptable général fixées par la Loi du 30 avril 1983 et son Décret du 29 novembre 1983.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

2 - Méthodes comptables

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

• Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées :

- de fonds d'industrie correspondant d'une part à un fonds réévalué d'origine Tivoly et d'autre part à des fonds d'origine Deltal et SFPP acquis par fusion - absorption. (Il n'est pas pratiqué d'amortissement dans les comptes sociaux pour ces fonds)
- de logiciels acquis et amortis sur une durée de 12 ou 36 mois, suivant leur nature.

La conception de progiciels informatiques et les travaux de recherche relatifs à l'amélioration et l'évolution de nos produits réalisés au sein de l'entreprise sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

• Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production (hors frais financiers). Les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'une réévaluation, d'un montant global à l'origine de 124 milliers d'euros, dans le cadre des lois du 29 décembre 1976 et 30 décembre 1977.

Les durées et modalités d'amortissement retenues sont les suivantes :

	Durées	Modalités
Bâtiments industriels	20 ans	Linéaire
Installations techniques, matériel et outillage	5 ans	Linéaire
Autres immobilisations corporelles	4 à 10 ans	Linéaire ou dégressif

Événements postérieurs à la clôture

Début 2003, la partie économique d'un plan de réorganisation industrielle et commerciale de l'entreprise a été soumise au comité central d'entreprise.

Il prévoit différentes mesures visant à développer la compétitivité et la réactivité de la société française du groupe (Tivoly SA) ainsi qu'une réorganisation commerciale au niveau européen.

L'une des mesures est le transfert de la production de l'usine de Bar sur Aube vers les deux autres usines françaises du groupe.

Un plan de sauvegarde de l'emploi va être soumis prochainement au CCE ; il prévoit une offre de reclassement pour les 47 salariés de Bar sur Aube vers les deux autres usines françaises du groupe et une cellule de reclassement pour les salariés qui ne souhaiteraient pas en bénéficier.

Sociétés consolidées

La société Tivoly SA établit des comptes consolidés au titre de la société tête de groupe. Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont:

- Tivoly Inc. Derby Line Etats-Unis
- Neco SA Elorrio Espagne
- Compania Filial Elorrio Espagne de Ermua SA
- Baswitz Tecnologia Elorrio Espagne SA
- Tivoly SpA Padova Italie
- EROM Saint Léonard France (88)

• Immobilisations financières

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont évalués au coût d'acquisition.

Les actions propres classées en immobilisations financières correspondent à l'attribution de stocks options pour un montant de 76 milliers d'euros. Les actions propres n'entrant pas dans ce cadre sont classées en titres de placement.

Une prise de participation complémentaire de 1 060 milliers d'euros a permis de porter notre participation dans la société Neco (directe et indirecte par les holdings intermédiaires CFE et Baswitz Tecnologia) de 56,15% en 1999 à 57,16% en 2000, 64,34% en 2001 et 75,34% en 2002.

Le montant total des participations espagnoles au 31 décembre 2002 s'élève à 7 040 milliers d'euros auxquels il faut ajouter des créances rattachées sur les sociétés espagnoles de 1 815 milliers d'euros.

La différence entre la valeur d'acquisition des titres et la quote-part de situation nette détenue se réduit chaque année.

Au 31 décembre	2002	2001	2000	1999	1998
Quote part de situation nette	6 669	5 479	4 328	3 937	3 668
Ecart entre la valeur des titres et la QP SN	372	501	857	1 140	1 379

• Stocks et en cours

- Matières premières et approvisionnements

La valeur brute des matières premières et des approvisionnements correspond au coût d'achat (prix d'achat et frais accessoires).

- Marchandises

Les marchandises sont valorisées au prix d'achat pondéré de frais accessoires fixés forfaitairement à 5% de ce prix d'achat.

- En cours de production et produits finis

Les en-cours de production et les produits finis sont valorisés au coût de production comprenant les matières consommées, les charges directes et indirectes de production dont les dotations aux amortissements des biens concourant à la production.

- Dépréciation des produits finis

La nature de nos produits nous conduit à distinguer d'une part les stocks à rotation lente et d'autre part les stocks sans vente depuis au moins un an.

L'accélération du renouvellement de nos gammes et l'offre de nombreux produits nouveaux nous ont conduits en 2002 :

- à provisionner à hauteur de 33 1/3 % les stocks à rotation lente (ils n'étaient pas provisionnés auparavant)
- à accroître les taux de provisions des produits sans vente depuis au moins un an.

Ces modifications ont eu un effet négatif sur le résultat avant impôt de respectivement 144 milliers d'euros et 164 milliers d'euros, soit au total 308 milliers d'euros.

- Stocks à rotation lente

Sont considérés comme stocks à rotation lente, les articles ayant fait l'objet d'au moins une vente au cours du dernier exercice, mais dont la quantité en stocks au 31 décembre 2002 est supérieure aux quantités vendues au cours des trois dernières années.

Le montant servant de base à la dépréciation correspond à la valorisation des quantités excédant trois années de vente.

	Valeur d'inventaire	Provision pour dépréciation en %	Provision en milliers d'euros
Articles à rotation lente	432	33 1/3	144

La valeur brute de ces stocks s'élevait à 561 milliers d'euros au 31 décembre 2001 et à 822 milliers d'euros fin 2000.

- Stocks sans vente

Les stocks sans vente sur une période d'au moins 12 mois, font l'objet, par mesure de prudence d'une provision pour dépréciation qui a été modifiée comme suit.

Produits sans vente sur une période	Taux 2002	Taux 2001
De 1 an	50%	20%
De 2 ans	80%	55%
De 3 ans et plus	90%	80%

2 - Notes sur le bilan et le compte de résultat

Les informations contenues dans ces notes sont exprimées en milliers d'euros.

Note 1 - Mouvements de l'actif immobilisé

1.1 Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre	2001	Augmentations	Diminutions	2002
Marques, brevets et logiciels	1 349	44	123	1 270
Fonds commerciaux	296			296
Valeurs brutes	1 645	44	123	1 566
Marques, brevets et logiciels	(1 164)	(114)	(124)	(1 154)
Fonds commerciaux	0			0
Amortissements	(1 164)	(114)	(124)	(1 154)
Valeurs nettes	481			412

1.2 Immobilisations corporelles

Au 31 décembre	2001	Augmentations	Diminutions	2002
Terrains	356	76 (a)	92	340
Constructions	1 747	529 (a)	238	2 038
Installations techniques, matériel et outillage	9 854	339	193	10 000
Autres immobilisations corporelles	3 417	267	644	3 040
Avances et acomptes	17	1	17	1
Immobilisations en cours	49	168	49	168
Valeurs brutes	15 440	1 381	1 233	15 587
Terrains	0	0		0
Constructions	(312)	(85)	(105)	(292)
Installations techniques, matériel et outillage	(8 652)	(474)	(193)	(8 934)
Autres immobilisations corporelles	(2 494)	(183) (b)	(546)	(2 131)
Amortissements	(11 458)	(742)	(843)	(11 357)
Valeurs nettes	3 982			4 231

(a) Levée d'option du crédit-bail, terrain et usine de St Etienne

(b) dont amortissements dégressifs 46 milliers d'euros

1.3 Immobilisations financières

Au 31 décembre	2001	Augmentations	Diminutions	2002
Titres de participation et créances rattachées	10 457	1 068 (a)		11 525
Autres immobilisations financières	(b) (c) 1 641	110	233	1 518
Valeurs brutes	12 098	1 178	233	13 043
Titres de participation et créances rattachées	(59)	0	0	(59)
Autres immobilisations financières	(d) (29)		(4)	(25)
Provisions	(88)	0	(4)	(84)
Valeurs nettes	12 010			12 959

(a) dont prise de participation complémentaire dans Neco 1 060 milliers d'euros

(b) dont fonds de garantie société de factoring 1 160 milliers d'euros

(c) dont actions propres 76 milliers d'euros

(d) provision pour dépréciation actions propres.

Par conséquent, la provision pour dépréciation des stocks sans vente au 31 décembre 2002 se répartit comme suit :

Produits sans vente sur une période	Valeur d'inventaire	Provision pour dépréciation en %	Provision pour dépréciation en milliers d'euros
De 1 an	306	50	153
De 2 ans	187	80	150
De 3 ans et plus	257	90	231
Total	750		534

La valeur brute des stocks sans vente depuis au moins 1 an s'élevait à 1 155 milliers d'euros au 31 décembre 2001 et 1 488 milliers d'euros au 31 décembre 2000.

• Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Celles libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du dernier cours de change connu à la date de clôture du bilan. Les différences résultant de cette évaluation et relatives aux monnaies hors zone euro sont inscrites en écarts de conversion actif et passif. Les pertes latentes résultant de la conversion entraînent la constitution d'une provision pour perte de change.

Les créances clients sont dépréciées au cas par cas, afin de tenir compte des difficultés de recouvrement et des risques d'irrecouvrabilité.

• Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Elles sont dépréciées, le cas échéant, si leur cours de clôture est inférieur à leur valeur d'achat.

Note 2 - Stocks

Au 31 décembre	2002	2001
Matières premières	572	529
En-cours	787	761
Produits finis	4 940	6 131
Marchandises	2 521	3 080
Montant brut	8 820	10 501
Provisions pour dépréciation des matières premières	(6)	(60)
Provisions pour dépréciation des produits fabriqués	(523)	(492)
Provisions pour dépréciation des produits sous-traités ou négociés	(155)	(142)
Montant net	8 136	9 807

Note 3 - Etat des créances**Etat des créances immobilisées**

Au 31 décembre	2002	2001
Créances rattachées à des participations	1 815	1 815
Prêts	31	263
Fonds de garantie société de factoring	1 160	1 123
Autres dépôts de garantie	225	161
Total créances immobilisées	3 231	3 362
A moins d'un an	8	202
A plus d'un an	3 223	3 160

Etat des autres créances

Au 31 décembre	2002	2001
Créances clients et comptes rattachés	14 735	14 297
Etat et autres collectivités publiques	735	578
Débiteurs divers	182	130
Total autres créances	15 652	15 005
A moins d'un an	15 652	15 005
A plus d'un an	0	0

Note 4 - Comptes de régularisation - Actif

Au 31 décembre	2002	2001
Charges constatées d'avance	984 (a)	882
Charges à répartir	16	13
Ecarts de conversion actif	0	21
Total comptes de régularisation	1 000	916

(a) dont 608 correspondent à des marchandises facturées par nos fournisseurs mais non reçues au 31 décembre 2002 et 128 constitués de fournitures non consommées à la clôture de l'exercice.

Note 5 - Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Au 31 décembre	2002	2001
Valeurs mobilières de placement (a)	47	47
Disponibilités	83	92
Total	130	139
Provision pour dépréciation des valeurs mobilières (a)	(8)	(12)
Montant net	122	127

(a) Portefeuille constitué en totalité d'actions propres de Tivoly SA..

Note 6 - Capitaux propres**Capital social**

Il est constitué de 550 816 actions de 8 euros.

Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Réserve légale	Réserves réglementées	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total capitaux propres
Au 1er janvier 2002	4 407	6 084	420	1 048	4 022	-1 175	676	666	16 148
Dividendes versés							-165		-165
Dividendes 2001 sur actions propres						2	0		2
Résultat de l'exercice 2001			21			490	-511		0
Résultat de l'exercice 2002							997		997
Variations des prov. réglementées								-52	-52
Au 31 décembre 2002	4 407	6 084	441	1 048	4 022	-683	997	614	16 930

Provisions réglementées

Au 31 décembre	2001	Augmentations	Diminutions	2002
Amortissements dérogatoires (a)	644		30	614
Provision spéciale de réévaluation	22		22	0
Total	666	0	52	614

(a) Ils correspondent aux amortissements pratiqués sur la valeur de rachat du contrat de crédit-bail immobilier de l'usine de Tours en Savoie, intervenu en 1997.

Du fait de la levée d'option dudit contrat intervenue en mars 2001, les amortissements dérogatoires pratiqués sont repris sur une durée de 20 ans (durée d'amortissement de l'immeuble).

La provision spéciale de réévaluation représente le solde des écarts entre les immobilisations réévaluées et les amortissements réévalués (réévaluation légale de 1976). La fraction résiduelle de la provision spéciale a été rapportée au résultat 2002 suite à la cession d'immobilisations non totalement amorties.

Note 7 - Provisions pour risques et charges

Au 31 décembre	2001	Augmentations	Diminutions	2002
Provisions pour litiges sociaux et commerciaux	157	18	23	152
Provisions pour pertes de change	21		21	0
Autres provisions	11		3	8
Total	189	18	47	160

Engagements de retraite

La provision pour indemnités de fin de carrière des employés, ouvriers et cadres, si elle était pratiquée, s'élèverait à 497 milliers d'euros, charges sociales comprises.

Méthode de calcul :

Indemnité de départ en retraite à la date de clôture de l'exercice = droit acquis à cette date x probabilité de rester dans l'entreprise jusqu'au départ à la retraite x probabilité de survie jusqu'à l'âge de la retraite.

Note 8 - Etat des dettes

Etat des dettes financières

Au 31 décembre	2002	2001
Autres financements à court, moyen et long terme (a)	10 935	11 896
Dépôts reçus	0	11
Participation des salariés	0	74
Total dettes financières	10 935	11 981
A moins d'un an	7 300	9 260
A plus d'un an et moins de cinq ans	1 994	1 369
A plus de cinq ans	1 641	1 352
(a) dont financements à court terme		
adossés sur des créances	6 392	8 171
découverts bancaires	376	325
(a) dont mouvements d'emprunts		
souscription	1 550	61
remboursements	808	1 204

Etat des autres dettes

Au 31 décembre	2002	2001
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 456	8 347
Dettes fiscales et sociales	3 044	2 982
Autres dettes	2 968	2 617
Total autres dettes	14 468	13 946
A moins d'un an	14 468	13 946

Note 9 - Produits à recevoir et charges à payer

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan :

Au 31 décembre	2002	2001
Clients et comptes rattachés	248	57
Avoirs à recevoir	112	89
Produits à recevoir	11	13
TVA sur avoirs à établir et factures non parvenues	560	515
Autres créances	683	617
Total	931	674

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan :

Au 31 décembre	2002	2001
Dettes financières	15	22
Fournisseurs et comptes rattachés	1 369	1 073
Indemnités de congés payés et charges sociales	1 082	969
Impôts et taxes	239	457
Avoirs à établir	2 823	2 566
Autres dettes	4 144	3 992
Total	5 528	5 087

Note 10 - Entreprises liées

Les transactions avec les filiales et participations affectent les postes du bilan suivants au 31 décembre 2002:

	Valeur brute	dont entreprises liées	dont hors groupe
Immobilisations financières	13 043	11 525	1 518
Créances clients et comptes rattachés	14 735	908	13 827
Fournisseurs et comptes rattachés	8 456	864	7 592

Note 11 - Engagements hors bilan**Engagements financiers relatifs aux opérations de crédit-bail en cours au 31 décembre 2002**

	Mobilier	Immobilier
Valeur d'origine	636	1 084
Total amortissements	199	632
- Cumul exercices antérieurs	84	578
- Dotation de l'exercice	115	54
Total redevances payées	210	1 656
- Cumul exercices antérieurs	85	1 509
- Exercice	125	147
Total redevances restant à payer	497	341
- A moins d'un an	142	147
- A plus d'un an et moins de cinq ans	355	194
- A plus de cinq ans	0	0
Valeur résiduelle	6	114

Engagements financiers relatifs à des opérations de couverture

Garantie de taux plafond (CAP)	Taux 5,00%	6 098
Période du 03/10/00 au 03/10/03	(base Euribor 3 m)	(engagement reçu)
SWAP de taux		
Période du 30/06/00 au 30/06/04	Taux reçu : 5,34%	1 000
	taux versé : Euribor	
Période du 23/12/02 au 15/12/11	Taux reçu : 4,28%	800
	taux versé : Euribor	
Achat et Vente COLLAR à prime nulle*		
Période du 02/09/02 au 02/09/04	Taux reçu : plancher : 3,34%, plafond : 4,25%	3 000
	taux versé : Euribor	
Période du 02/09/02 au 02/09/04	Taux reçu : plancher : 3,38%, plafond : 4,00%	4 000
	taux versé : Euribor	
Achat COLLAR		
Période du 23/12/02 au 02/12/04	Taux reçu : plancher : 2,46%, plafond : 4,60%	8 000
	taux versé : Euribor	

* opérations successives de sens inverse

Couverture de change			
Flexigain :	période du 10/05/02 au 09/05/03	Cours 1€ = 0,91265\$	51 USD
Spread Forward :	période du 07/11/02 au 26/06/03	Cours 1€ = 0,985\$	450 USD
Accumulateur :	période du 24/09/02 au 20/06/03	Cours 1€ = 0,9985\$	250 USD
		Min	500 USD
		Max	500 USD

Autres engagements financiers

Donnés :	Effets remis en banque et non échus	0
	Avals et cautions au profit des filiales	0
	Dettes garanties par des sûretés réelles	3 483
Réciproques :	Engagement d'achat d'actions Neco	2 933

Note 12 - Chiffre d'affaires

Au 31 décembre	2002	en %	2001	en %
France	31 427	74	31 775	76
Export	10 793	26	10 241	24
Total	42 220	100	42 016	100

Sur l'année 2002, les ventes hors France se sont réparties comme suit :

Union européenne, hors France	19%
Autres pays	7%
Total	26%

Note 13 - Résultat financier

Au 31 décembre	2002	2001
Autres intérêts et produits (a)	91	500
Reprise de provisions et transferts de charges	29	8
Différences positives de change	37	38
Total produits financiers	157	546
Dotation financière aux amortissements et provisions	0	51
Intérêts et charges	729	1 021
Différences négatives de change	23	37
Total charges financières	752	1 109
Résultat financier	(595)	(563)
(a) dont produits concernant les entreprises liées (dividendes)	82	386

Note 14 - Résultat exceptionnel

Au 31 décembre	2002	2001
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	28	2
Dommages et intérêts sur litige	19	0
Remboursement TVA/exercices antérieurs	34	0
Produits de cession d'éléments d'actifs	627	131
Reprise amortissements dérogatoires	30	23
Divers	22	1
Total des produits exceptionnels	760	157
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	321	35
Dotations aux amortissements dérogatoires	0	43
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	18	51
Total des charges exceptionnelles	339	129
Résultat exceptionnel	421	28

Note 15 - Impôt sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt				
	Résultats avant impôts	Imput A.R.D.	Impôt à 34,33%	Résultat net comptable
Résultat courant	817	737	77	705
Résultat exceptionnel CT	421		145	292
	1238		222	997
Situation fiscale latente au 31 décembre 2002				
Au 31 décembre	Base	impôt à 34,33%		
Accroissements				
- Amortissements dérogatoires	614			211
- Charges à étaler	16			5
Allègements				
Provisions pour charges non déductibles temporairement				
- Provision pour congés payés		(894)		(307)
- Autres		(53)		(18)
Variation nette de la dette future d'impôt		(317)		(109)

Le taux d'impôt sur les sociétés retenu est le taux applicable pour l'exercice 2003.

Note 16 - Effectifs

Au 31 décembre	2002	2001
Cadres et représentants	75	81
Agents de maîtrise et techniciens	7	8
Employés et ouvriers	243	243
Total effectifs rémunérés (a)	325	332
Total effectifs pondérés des temps partiels	314	318

(a) effectifs hors intérimaires, hors longue maladie et congés spéciaux

Note 17 - Filiales et participations

Montants exprimés en milliers

Filiales et participations	Capital social	Situation nette	Quote part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis	Montants des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires hors taxes au 31/12/02	Résultat net au 31/12/02		Dividendes encaissés au cours de l'exercice
				brute	nette				en devises	en euros	
	en devises		en %	en euros		en euros		en devises		en euros	
TIVOLY INC	USD	3 000	4 860	100,00	2 264	2 264	0	0	10 940	(a) (589)	0
TIVOLY SPA	EUR	413	326	56,00	316	316	0	0	1 543	(7)	0
TIVOLY UK	GBP	40	0	100,00	59	0	0	0	N/A	0	0
NECO	EUR	9 256	11 110	46,70	3 454	3 454	0	0	13 181	685	82
BASWITZ TECNOLOGIA	EUR	1 334	1 483	33,33	1 051	1 051	1 280	0	3	(254)	0
COMPANIA FILIAL DE ERMUAEUR		1 202	1 029	100,00	2 535	2 535	534	0	0	0	0
EROM	EUR	99	52	33,31	33	33	0	0	1 923	19	0

N/A (non applicable) : sociétés sans activité

(a) Le résultat net de Tivoly Inc est établi selon les normes comptables en vigueur aux USA.

- Il ne tient pas compte d'une dotation aux provisions pour dépréciation du fonds de pension à prestations définies à hauteur de 515 k USD (imputée directement sur les capitaux propres sans transiter par le compte de résultat). Cette dotation est retraitée en charge financière dans la consolidation du groupe aux normes françaises.

- Il tient compte d'un produit d'impôt égal à 403 k USD (impôts différés).

Rapport du conseil de surveillance

TIVOLY SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
au capital de 4 406 528 euros
Siège Social : 266, route Portes de Tarentaise - 73790 Tours-en-Savoie
076 120 021 R.C.S. ALBERTVILLE

Le directoire nous a présenté les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2002 ainsi que son rapport sur l'activité de la société Tivoly SA et du groupe au cours de cet exercice.

Le conseil de surveillance a été régulièrement tenu informé par le directoire de l'activité de votre société et de son groupe et a procédé, dans le cadre de sa mission, aux vérifications et contrôles qu'il a estimés nécessaires. Cinq réunions se sont tenues en 2002. Il en est prévu également cinq en 2003.

Nous avons pris connaissance de la proposition d'affectation des résultats qui vous sera soumise. Cette proposition nous paraît en tout point conforme à la loi et à nos statuts.

Nous vous demandons d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2002 et de voter les résolutions qui vous sont présentées par le directoire.

Le conseil de surveillance tient à exprimer ses remerciements au directoire ainsi qu'aux membres du personnel pour le travail accompli au cours de l'exercice écoulé et forme le vœu d'une progression de l'activité et des résultats pour le prochain exercice.

Le conseil de surveillance

Rapport général des commissaires aux comptes

Comptes sociaux : exercice clos le 31 décembre 2002

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2002, sur :

- *le contrôle des comptes annuels de la Société, tels qu'ils sont joints au présent rapport,*
- *les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.*

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre directoire. Il nous appartient, sur la base d'un audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinions sur les comptes annuels

Nous avons effectué un audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à CLUSES, le 16 avril 2003

Cabinet AVVENS SOGEC-VEILLEROT
Représenté par Laurent Forstmann
Membre de la Compagnie régionale de Chambéry
1 rue du Maréchal Leclerc
74300 Cluses

Bernard AGRET
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale de Riom
2 avenue Michel Ange
63063 Clermont Ferrand

Projets de résolutions

à l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 2003

🔗 Première résolution :

L'assemblée générale, après avoir entendu :

- la lecture du rapport de gestion du directoire sur l'activité de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2002,
- la lecture du rapport du conseil de surveillance,
- et la lecture des rapports des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission au cours de cet exercice.

1°) Approuve les termes de ces rapports,

2°) Approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes sociaux dudit exercice comprenant le compte de résultat, le bilan et l'annexe faisant ressortir un bénéfice de 997 457,12 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans le rapport de gestion.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux membres du directoire et du conseil de surveillance quitus de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Elle donne également quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

🔗 Deuxième résolution :

L'assemblée générale, après avoir entendu :

- la lecture du rapport rédigé par le directoire sur l'activité du groupe pendant l'exercice clos le 31 décembre 2002,
- et la lecture du rapport des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission au cours de cet exercice.

1°) Approuve les termes de ces rapports,

2°) Approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes consolidés dudit exercice comprenant le compte de résultat, le bilan et l'annexe faisant ressortir un bénéfice de 291 933,25 euros, dont 97 756,90 euros pour la part du groupe, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans le rapport d'activité.

🔗 Troisième résolution :

L'assemblée générale, après avoir entendu le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-86 et suivants du Code de Commerce, déclare approuver les deux nouvelles conventions réglementées conclues au cours de l'exercice à savoir :

1°) Modification de la convention de trésorerie entre les Sociétés Tivoly SA et Holding Tivoly :

Chacune de ces sociétés pourra emprunter ou prêter à l'autre, au taux Euribor +1, avec un plafond d'emprunt de 500 000 euros pour Tivoly SA et 150 000 euros pour Holding Tivoly (l'ancienne convention datant de l'exercice 2000 fixait un plafond de 7,5 millions de francs pour chacune des deux sociétés).

2°) Cession d'une maison d'habitation en juin 2002 à M. Jean-François Tivoly pour un montant de 121 959 euros (valeur nette comptable : 37 820 euros).

Et approuve l'effet des conventions réglementées précédentes.

🔗 Quatrième résolution :

L'assemblée générale, sur proposition du directoire, constatant que le bénéfice de l'exercice s'élève à 997 457,12 euros, l'affecte comme suit :

Dotation au report nouveau	682 374,90 euros
Distribution de dividendes	165 244,80 euros
Dotation aux autres réserves	149 837,42 euros

Le report à nouveau sera ainsi ramené de - 682 374,90 euros à zéro.

🔗 Cinquième résolution :

L'assemblée générale, sur proposition du directoire, propose la mise en paiement d'un dividende de 165 244,80 euros.

Le dividende à répartir au titre de l'exercice se trouve ainsi fixé à 0,3 euro par action ; il donne droit à un avoir fiscal de 0,15 euro par action pour une personne physique, et 0,03 euro pour une personne morale.

Si, au jour de la mise en paiement des dividendes, la société détient certaines de ses propres actions, l'assemblée générale autorise le directoire à affecter en report à nouveau les bénéfices correspondant aux dividendes non versés en raison de ces actions, en application de l'article L. 225-210 du Code de Commerce.

Le dividende sera payable à compter du 23 juin 2003 aux sièges sociaux, succursales et agences des établissements de la Banque Populaire Savoisienne.

Le montant des dividendes mis en distribution au cours des trois derniers exercices au titre de l'exercice précédent, et celui de l'avoir fiscal correspondant, ont été les suivants :

Exercice	Distribution nette globale	Revenu global par action	Dividendes par action	Avoir fiscal par action (a)	Nombre d'actions
2000	826 224 FRF	2,25 FRF	1,50 FRF	0,75 FRF	550 816
2001	110 163 €	0,3 €	0,2 €	0,1 €	550 816
2002	165 244 €	0,45 €	0,3 €	0,15 €	550 816

(a) Pour une personne physique.

Sixième résolution :

Sur proposition du directoire, l'assemblée générale, constatant que les mandats des commissaires aux comptes titulaire et suppléant, respectivement M. Bernard Agret et la Société SECCA, arrivent à expiration ce jour, décide :

- de nommer la Société K.P.M.G. SA, dont le siège social est 2 bis, rue de Villiers, 92309 Levallois-Perret Cedex, en remplacement de M. Bernard Agret, commissaire aux comptes titulaire, pour une période de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2009 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 ;

- de nommer M. Arnaud Screve, domicilié 51, rue de Saint Cyr, CP 409, 69338 Lyon Cedex 09, en remplacement de la Société SECCA, commissaire aux comptes suppléant, pour une période de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2009 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Septième résolution :

L'assemblée accepte la proposition du conseil de surveillance de nommer comme nouveau membre du conseil :

Mr Daniel Magyar, né le 20 mars 1951, directeur général de la société Magyar SA, demeurant 4, rue Maurice Denis, 75012 Paris, pour une période de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2009 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Huitième résolution :

L'assemblée accepte la proposition du conseil de surveillance de nommer comme nouveau membre du conseil :

Mr Paul Kempf, né le 4 octobre 1940, directeur distribution Europe de la société SNR, demeurant 12/14, rue JB Potin, 92170 Vanves, pour une période de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2009 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Neuvième résolution :

L'assemblée générale autorise le conseil de surveillance à faire bénéficier ses membres de jetons de présence d'un montant total inférieur ou égal à 10 000 euros sur l'ensemble de l'année 2003 (au titre de l'activité du conseil en 2002).

Dixième résolution :

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal pour effectuer les formalités de dépôt et de publicité prescrites par la loi.

Le directoire